

L'organisation « Etat Islamique »: Continuation d'Al Qaeda ou émergence en rupture

Abdelhak Bassou

A propos de OCP Policy Center

L'OCP Policy Center est un think tank marocain qui a pour mission la promotion du partage de connaissances et la contribution à une réflexion enrichie sur les questions économiques et les relations internationales. A travers une perspective du Sud sur les questions critiques et les grands enjeux stratégiques régionaux et mondiaux auxquels sont confrontés les pays en développement et émergents, l'OCP Policy Center offre une réelle valeur ajoutée et vise à contribuer significativement à la prise de décision stratégique à travers ses quatre programmes de recherche : Agriculture, Environnement et Sécurité Alimentaire, Économie et Développement Social, Economies des matières premières et Finance, Géopolitique et Relations Internationales.

Nous sommes activement engagés dans l'analyse des politiques publiques tout en favorisant la coopération internationale pour le développement des pays de l'hémisphère sud. À cet égard, l'OCP Policy Center vise à être un incubateur d'idées et une source de réflexion prospective sur les actions et stratégies à entreprendre dans les politiques publiques pour les économies émergentes, et plus largement, pour tous les acteurs engagés dans le processus de croissance et de développement national et régional. A cet effet, le think tank se fonde sur une recherche indépendante et un réseau solide de chercheurs internes et externes.

A propos de l'auteur, Abdelhak Bassou

Abdelhak Bassou est Senior Fellow à l'OCP Policy Center. Ancien préfet de police, il fut investi de plusieurs responsabilités au sein de la Direction générale de la sûreté nationale marocaine dont chef de la division de la police des frontières de 1978 à 1993 ; Directeur de l'Institut Royal de Police en 1998 ; Chef des Sûretés régionales (Er-Rachidia 1999-2003 et Sidi Kacem 2003-2005) et également Directeur Central des Renseignements Généraux de 2006 à 2009.

Il a également participé aux travaux de plusieurs instances internationales dont le conseil des ministres arabes de l'intérieur de 1986 à 1992, où il a représenté la Direction Générale de la Sûreté nationale dans plusieurs réunions.

Abdelhak Bassou est titulaire d'un Master en études politiques et internationales de la Faculté des sciences juridiques, économiques et social d'Agdal à Rabat sur un mémoire intitulé « L'Organisation Etat Islamique, naissance et futurs possibles ».

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.

Cette publication est disponible gratuitement sur www.ocppc.ma. Des copies sont également disponibles. Pour obtenir une copie, prière d'envoyer un e-mail à contact@ocppc.ma

Résumé

Après l'intervention russe en Syrie, l'intensification des frappes aériennes de la coalition arabo- occidentale sur les positions de Daech et la libération d'une partie des provinces occupées par l'organisation en Irak, les voix commencent à s'élever dans plusieurs cercles officiels pour annoncer la fin prochaine de « l'organisation Etat islamique ».

Daech a subi sur le terrain de sérieux revers. De Ramadi à Palmyre en passant par Kobané et Tikrit, Russes, américains, armée irakienne, Hachd Chaabi, aviation de Bechar Assad, kurdes et autres groupes de l'opposition armée, sont arrivés à faire reculer Daech. L'organisation a été bouté hors de quelques 30 à 40 % du territoire qu'elle contrôlait jusqu'en juillet 2015.

Cette période euphorique qui s'annonce, rappelle celle de 2010, lorsque le général Ray Odierno, commandant des forces américaines en Irak annonce que : « quatre-vingts pour cent de leurs chefs [Etat islamique en Iraq] sont morts ou arrêtés ! Quant aux autres, ils en bavent ». Par ces propos le Général américain annonçait la fin d'un autre Etat islamique, celui d'Iraq, né en 2006 après la mort d'Abou Mosaab Al Zarqawi. Pourtant, moins de quatre ans plus tard, ont surgi l'Etat islamique en Irak et au Levant d'abord et l'Etat islamo-califal que l'on s'accorde à appeler Daech ensuite.

La dislocation annoncée de « l'organisation Etat islamique » va-t-elle cette fois être réelle, définitive et sans risque de résurgence sous quelque forme que ce soit ? Ou est-ce un simple effet d'annonce ; un épisode du flux et reflux qui se joue dans l'océan d'incertitude qui submerge la région ?

N'est-il pas utile, voire judicieux, d'identifier d'abord cette structure que nous voulons déconstruire ? Car ce n'est qu'en l'identifiant d'abord que l'on peut ensuite vérifier si l'action de déconstruction a permis de l'éradiquer ; car c'est d'éradiquer qu'il s'agit et non pas de neutraliser momentanément avec le risque de retour sous des formes différentes ou ailleurs sous d'autres cieux. Il est dans ce sens nécessaire d'éviter l'économie d'une rétrospective utile pour nous demander d'où nous vient Daech et comment elle s'est métamorphosée pour nous apparaître sous sa forme actuelle ?

Il est d'autre part incontournable, dans cet effort d'identification, de se poser des questions sur la nature de l'organisation, ses ambitions et ses objectifs ainsi que sur ses motivations et les conjonctures qui ont facilité son émergence.

Faute de connaissance du phénomène, de ses racines et de l'environnement ayant favorisé son avènement et son épanouissement, les actions de lutte et les épisodes de combats, ne traiteront que les symptômes en épargnant les causes et les motivations qui sous-tendent le phénomène et l'environnement qui le couve en permettant son développement.

S'agit-il d'une métamorphose d'Al Qaeda, d'une continuation sous une nouvelle forme (dissidente) ou est-ce un nouveau phénomène ?

INTRODUCTION

Depuis sa proclamation le 27 Juin 2014, l'organisation Etat islamique (EI) ne cesse de provoquer non seulement craintes et inquiétudes, mais également questionnement et perplexité¹. Comment la mouvance djihadiste en Irak ; décrétée finie, vaincue, exterminée et décapitée en 2010 par le général Ray Odierno, commandant des forces américaines en Irak² ; peut-elle resurgir, quatre ans plus tard, pour défaire les armées syrienne et irakienne et conquérir un important pan du territoire à cheval sur l'Irak et la Syrie ? Comment cette organisation terroriste irakienne qu'on disait disséminée peut-elle revenir sous la forme d'un Etat structuré, disposant de moyens financiers importants et gouvernant, d'une main de fer, les territoires et les populations qu'il contrôle ? (Samuel Laurent 2014). Cette résurgence rend légitime la question de savoir si les victoires enregistrées contre l'Etat islamique, depuis l'intervention russe durant l'été 2015, signifient la fin de Daech et si l'organisation ne renaîtra pas encore une fois de ses cendres.

Cette réapparition n'est pas le seul souci des politiciens et des chercheurs. La forme sous laquelle réapparaît la structure terroriste que les forces américaines prétendent avoir décapitée, surprend. L'organisation réapparaît sous la forme d'un Etat avec un territoire, une population, et des organes militaro-civils de gouvernement. L'organisation rompt avec l'ancien visage des organisations terroristes. Elle préfère la territorialisation à la transhumance et l'éclat à la clandestinité.

S'agit-il d'une tendance conjoncturelle et éphémère ou est-ce désormais une constante de l'extrémisme djihadiste ? Est-ce un retour au rêve³ d'Abdallah Azzam de créer un « Kominterm musulman », une base fixée sur un territoire et qui contrôle le djihad à travers le monde ? (Alexandre Adler 2014)

La rupture avec le passé paraît claire, même si certains voient en l'EI une simple continuation de l'Etat islamique en Irak (Myriam Benraad, 2014). Il est en effet difficile d'affirmer avec Myriam Benraad⁴ que : « l'EI n'est en aucun cas un nouveau venu sur la scène du Djihadisme mondial ». L'organisation est, certes, une réincarnation de l'Etat islamique en Irak (EII), structure née à son tour de la métamorphose d'Al Qaeda en Mésopotamie. Mais de là à en faire une simple continuation des structures précédentes, il y a une distance que des différences de fond, de forme, de procédés et de fonctionnement, entre les deux organisations, interdisent de résumer ou de réduire. Le caractère localisé de l'Etat islamique en Irak, qui n'avait à aucun moment prôné de s'attaquer aux voisinages où d'étendre son action hors de l'Irak, diverge avec l'ambition du nouvel Etat islamique. Celui-ci, après s'être étendu au pays du levant et annoncé « l'Etat Islamique en Irak et au Levant » (EIIIL), n'a pas hésité à se proclamer « Etat islamique » tout court, sans précision spatiale. Il laisse ainsi prévoir une tendance à de prochaines conquêtes, sinon dans le monde entier, du moins dans le monde arabo-musulman.

L'apparition de l'organisation Etat islamique a bousculé une idée qui était ancrée dans l'esprit de bon nombre d'observateurs. On savait qu'Al Qaeda laissait une marge de liberté de manœuvres à ses organisations franchisées. Mais, pensait-on quelques années auparavant que les divergences, connues de tous, entre Al Qaeda et sa branche

¹ Le droit international et la doctrine ne fixent pour la naissance d'un Etat que trois conditions : Un territoire, une population et une structure de pouvoir gouvernant cette population dans les limites de ce territoire. Il n'est pas dit, même si certains politologues, juristes et internationalistes le soulignent, que l'Etat doit être reconnu pour exister. L'auto proclamation d'un Etat n'est donc pas un fait étonnant : L'Histoire des relations internationales avait connu plusieurs exemples :

- i. En 1990, la République moldave du Dniestr, dite Transnistrie proclame son indépendance
- ii. En 1991, le Somali land avait déclaré son indépendance sans qu'aucun Etat ne le reconnaisse;
- iii. La même année, un autre Etat s'autoproclame : La république du Haut Karabakh;
- iv. En 2014, un État sécessionniste de l'Ukraine couvrant le territoire du Donbass se proclame.

² Le responsable militaire américain avait déclaré en substance en 2010 à propos de l'Etat islamique en Irak que : « quatre-vingts pour cent de leurs chefs sont morts ou arrêtés ! quant aux autres, ils en bavent »

³ A la page 16 de son livre « le califat du sang », Alexandre Adler explique l'ambition d'Abdallah Azzam en ces termes : « ... Sa réflexion portait notamment sur la transposition du marxisme l'Islam politique de manière à féconder celui-ci. Il affirmait que la doctrine marxiste, qui était fautive dans son principe puisqu'elle niait Dieu, avait malgré tout élaboré des solutions pratiques et techniques dont tout mouvement d'émancipation islamiste devait s'inspirer. Il en retint en particulier deux institutions qu'il faudrait émuler pour les islamistes, dans leur contexte régional : Le Kominterm et la Base rouge... ».

⁴ Myriam Benraad, « L'Etat islamique : Anatomie d'une machine infernale ». In Revue internationale et stratégique, 2014/4 (n°96), p 28-37. DOI 10.391/ris.0960028.

irakienne allaient arriver au point de rupture entre les deux structures ? Les relations se sont certes à plusieurs reprises extrêmement tendues, mais jamais au point de rompre. Pouvait-on imaginer que la structure terroriste irakienne allait non seulement se libérer du joug de sa nébuleuse mère, mais pousser « l'insolence » jusqu'à l'inviter à se mettre sous sa bannière ?

La proclamation du califat est un événement, tellement fort⁵, qu'il constitue en fait non seulement une dissidence à l'égard d'Al Qaeda ; mais une ambition de mettre toutes les anciennes formes de Djihadisme sous l'enseigne du nouveau Califat. Ayman Al Zawahiri, patron d'Al Qaeda, après la mort d'Ossama Ben Laden, ne semble pas accepter cette invitation à se soumettre. D'autant plus que pas plus loin que 2011, le calife actuel était encore sous allégeance à Al Zawahiri.

Le leadership de l'extrémisme djihadiste est désormais bicéphale. Il compte d'une part les chefs d'Al Qaeda, et d'autre part ceux de l'organisation Etat islamique et du Califat. La lutte contre le terrorisme que mène la communauté internationale ne peut rester indifférente à ce changement dans le panorama du terrorisme. Le serpent a désormais deux têtes.

L'Etat islamique étonne également par la force d'attrait qu'il exerce sur une certaine jeunesse de par le monde. Même le Jihad contre les Soviétiques en Afghanistan n'avait pu, en son temps, attirer autant d'étrangers dans les rangs de la nébuleuse terroriste. Le discours radical, ne se limite pas à changer de forme, il élargit le spectre de ses cibles et diversifie les moyens d'embrigadement, comme le remarquent dans une enquête publiée récemment, Dounia Bouzard, Christophe Caupenne et Suleyman Valsan⁶.

Une telle métamorphose du terrorisme radicale djihadiste, ne pose-t-elle pas la question de l'efficacité de la guerre totale contre le terrorisme décrété aussi bien par les Etats-Unis que par les Nations-Unies au lendemain du onze Septembre 2001 ? Est-ce que ce terrorisme recèle dans sa nature une force de changement et d'acclimatation que les Etats du monde n'ont pu vaincre ou, est-ce que ce sont les méthodes utilisées par les puissances qui ne sont pas adaptées à la lutte contre un tel fléau ?

L'échec qui semble s'être profilé durant les quinze ans de lutte contre le terrorisme pose, avec beaucoup d'inquiétude, les questions sur l'avenir. Où va le phénomène de la violence de l'extrémisme djihadiste ? Quelles sont ses marges d'évolution ? Peut-on venir à bout de l'Etat islamique autoproclamé, l'affaiblir ou le contenir ? Ou, serait-on à défaut de l'exterminer, dans l'obligation de composer avec lui et de s'accommoder de son existence ? Ces questions ne sont pas seulement d'actualité. Ce sont là des questions qui conditionnent l'avenir de la paix et de la sécurité du monde dans les futurs proche et lointain. Comment envisager l'avenir si, à côté d'Etats imbus d'idées et d'idéaux de paix et de sécurité, cohabite et agit un Etat dont les visées hégémoniques, n'ont d'égales que la soif de sang et l'avidité de violence qui animent ses dirigeants.

Les explications de l'apparition de l'Etat islamique prolifèrent, se multiplient et se diversifient :

- Pour certains, il s'agit d'une conséquence directe de la chute du régime de Saddam Hussein. Pour d'autres, l'ingrédient principal reste la résurgence du conflit entre chiite et sunnite nourri par les nouvelles visées de l'Iran dans la région.
- Certains analystes, adeptes de la théorie du complot, voient en l'Etat islamique un instrument pour la nouvelle partition du Moyen-Orient et le retraçage de la carte du monde arabo-musulman.
- Une autre analyse va jusqu'à faire le parallèle entre l'espace territorial ambitionné par l'Etat islamique et la Terre d'Israël. Le territoire de l'Etat islamique serait pour les musulmans opprimés dans le monde ce qu'Israël est pour les juifs (Loretta Napoleoni, 2014).
- Une approche historique des conditions d'apparition de l'Etat islamique, en fait la

⁵ Même au plus fort de ces périodes de territorialisation grâce au pacte de fraternité avec le régime Taliban, en Afghanistan, Al Qaeda qui accordait au mollah Omar la place de chef politique, l'appelait Commandeur des croyants et non Calif. C'est pour la première fois depuis la dissolution du Khalifat ottoman que pareille institution est proclamée dans le monde musulman.

⁶ « La métamorphose opérée chez les jeunes par les nouveaux discours terroristes, recherche-action sur la mutation du processus d'endoctrinement et d'embrigadement dans l'islam radical », Centre de Prévention contre les Dérives Sectaires liées à l'Islam (CPDSI), Novembre 2014.

« cristallisation d'un rêve ancien » qui n'a pas quitté les subconscients arabo-sunnites depuis la disparition du califat abbasside sous l'invasion mongole et sur trahison d'Ibn Al 'Alqami, ministre chiite du Calife abbasside Al Mou'atassim. L'apparition de l'Etat islamique serait une tentative de réalisation de ce rêve de revanche sur les armées mongoles et persanes et sur la trahison chiite. Cette explication par la passion collective arabo-sunnite dictant une revanche, assortie de nostalgie pour les temps du Califat, n'est pas à négliger (Olivier Hanne et Thomas Flichy de Neuville, 2014).

- La proclamation de l'Etat islamique, peut, également être comprise comme la victoire au sein de la multinationale djihado-extrémiste, des tenants de l'idée de territorialisation, contre ceux prônant l'internationalisation à outrance. Une divergence à ce sujet avait en effet opposé Ben Laden à son maître Abdallah Azzam, au lendemain du retrait soviétique d'Afghanistan (Loretta Napoleoni, 2005).

L'intérêt d'une réflexion sur l'Etat islamique ne saurait être compris et, son importance ne saurait être saisie, si le présent du phénomène n'est pas lié à son passé et ses origines.

Mais avant d'aborder ces questions, certains concepts tels que Califat et Etat, devraient également être expliqués pour cadrer le contexte de l'Etat islamique. Il convient de tenter de les clarifier ne serait-ce que sommairement, en liaison avec l'apparition du phénomène « Etat islamique ». L'appellation de la nouvelle entité annoncée, fait appel à ces deux concepts qui méritent d'être non pas approfondis car ce n'est pas là l'objet de cette recherche, mais du moins éclaircis pour donner du sens aux propos qui vont suivre. Il s'agit :

- Du concept de l'Etat que le texte Islamique fondamental et premier, qu'est le Coran, ne mentionne nulle part ;
- Du concept de Califat connu dans le Coran sous le sens de délégué, de mandataire, ou de vicaire.⁷

Les deux concepts ne sont pas nouveaux dans la littérature de ce qu'il est convenu d'appeler « Islam politique ». Dès le début du XX^{ème}, et même un peu avant, la question de l'Etat apparaît dans les écrits de théoriciens nationalistes musulmans comme Al Mawdoudi, Mohammed Abdou ou encore Al Afghani.

Le concept « Etat »

Le communiqué annonçant la création de l'Etat islamique utilise le mot « Etat » notamment lorsqu'il proclame l'entité nouvelle : « La bannière de l'Etat islamique (...) flotte et étend son ombre d'Alep à Diyala... ». Or ce communiqué étant élaboré dans un système de pensée arabo-islamique, c'est dans ce système qu'il faudrait chercher le sens à donner au mot « Etat », afin d'analyser les desseins et objectifs des gouvernants de l'Etat islamique.

Se proclamant du fondamentalisme et salafisme à l'extrême, pourquoi Al Baghdadi use-t-il d'un terme qui est, au fait, créé par « les impies »⁸ ? Le prophète n'avait ni à La Mecque ni à Médine, proclamé une entité appelée « Etat ». Aucun des califes qui lui ont succédé n'a appelé la communauté musulmane qu'ils gouvernaient « Etat ». Aussi bien du temps du prophète que des quatre califes qui lui succédèrent, il n'avait existé un concept « Etat islamique », même si l'Islam a prescrit plusieurs principes d'organisation de la communauté.

Muawiya, tête de liste de la dynastie omeyyade n'avait jamais dit gouverner un Etat.

Le texte coranique, référence essentielle et première dans la pensée politique islamiste, n'utilise le mot « Dawlat » traduction arabe du mot « Etat », qu'une seule fois. La signification de ce mot dans le texte coranique est pourtant loin de toute idée qui peut renvoyer à un sens d'entité territoriale ou politique⁹.

⁷ Le mot Khalifat (calife) au singulier, se trouve dans les sourates « Al Baqara » verset 30, et « Çad » verset 26. Le pluriel du mot « Khoulafa'e » se trouve dans les sourates Al Aa'raf verset 69 et 74, Annaml verset 62 et Al Fourqan verset 62.

⁸ L'Etat-nation est une production de la pensée européenne. Il date des accords de Westphalie de 1648.

⁹ Dans le septième verset de la sourate Al Hachr : Il est dit : « Ce qu'Allah a attribué comme butin à son envoyé provenant des habitants des cités (villages), revient à Allah, son envoyé, aux proches, aux orphelins, aux indigents et aux voyageurs démunis afin qu'il ne soit pas 'Dawlatan' entre les riches d'entre vous, c'est-à-dire afin que ce butin ne **soit pas un bien qui**

Le Coran n'a cependant pas manqué de relater les récits de communautés humaines vivant d'une manière organisée qui rappelle le sens de l'Etat :

Dans la sourate 27, Annaml (les fourmis) le Coran rapporte, concernant le royaume de Saba, « J'ai trouvé qu'une femme est leur reine, que de toute chose elle a été comblée et qu'elle a un trône magnifique ». La même Sourate parle plus loin de procédure de gouvernement et de décision¹⁰ et d'attributs de puissance¹¹ qui caractérisent les Etats. Reine, trône, processus de décision et attributs de puissance, renvoient à l'idée de monarchie. Le Coran utilise le concept de Monarchie (Mouk), plus connu dans le temps, pour signifier « Etat ».

La langue arabe a par la suite, utilisé le mot « Dawlat » pour signifier à la fois « Etat » dans le sens Westphalien et dynastie dans le sens Khaldounien.

Auparavant la pensée politique arabo-musulmane avait donné l'appellation « Oumma » à la structure qui constituait l'unité de répartition géographique du monde¹². Si l'on prend en considération que cette unité dans le système Westphalien est l'Etat, le parallèle entre les deux notions conduit à conclure que le sens d'Etat, dans le système actuel, est rendu par celui d'Oumma dans la pensée politique arabo-islamique.

Une question est donc posée. Que signifie le mot « Dawlat » utilisé par le communiqué d'Abou Bakr Al Baghdadi ? Etat ou Dynastie: Signifie-t-il l'entité composée des terres conquises aux dépens de l'Iraq et de la Syrie ; les populations qui les habitent et le gouvernement d'Al Baghdadi, ou simplement, l'appareil constitué par la structure militaro-politique composée d'Al-Baghdadi et ses acolytes ?

- Dans le premier sens, l'Etat islamique disparaîtrait dès qu'il serait débouté hors de ces territoires.
- Dans le deuxième cas, la structure terroriste emporte avec elle son titre d'Etat partout où elle arrive à s'implanter.

Par ailleurs il serait légitime de se demander pourquoi n'a-t-il pas usé du terme d'Oumma, plus conforme au Coran et à la littérature musulmane ?

En usant du terme « Etat islamique » et en se proclamant en même temps calife, ne se place-t-il pas à la fois dans le rôle de chef d'Etat, dans le sens moderne et dans celui de calife dans le sens du salafisme traditionnel ?

Nous le verrons en développant les référentiels de cette entité :

- Al Baghdadi se veut être l'héritier de Saddam Hussein. Il proclame donc l'Etat.
- Il se veut également l'héritier du dernier calife abbasside, Al Moatassim, assassiné par les Mongols et il proclame le Califat.

Le concept Califat (Khilafat)

Le communiqué susmentionné explique que plusieurs étapes ont été franchies pour que l'islam retrouve son apogée. Des territoires ont été conquis, des impies vaincues, la zakat (impôt musulman) et Jizya (tribu payée par

ne circule qu'entre les riches... », (Le Coran Traduction et commentaire, Mohammed Benchekroun, page 15; 1994). Expliquant ce même verset Ibn Katir dit que Dieu a dicté cette distribution du « Fayie' » pour que ce bien ne reste pas entre les seules mains des riches qui en font ce que bon leur semble; Explication du saint Coran, Ibn Katir, Tome 4, page 2313, Etablissement Arrayan éditeur.

Il en ressort que le seul sens utilisé dans le Coran pour le mot « Dawlat » reste celui émanant de la racine DWL, d'où le verbe « tadawala » qui veut dire s'alterner, circuler et passer de l'un à l'autre. Dans la sourate Al Imran, verset 140, il est dit : « s'il te touche un malheur il a touché les autres un malheur semblable. Ce sont là les jours que nous alternons « noudawilouha » entre les gens... ». Le poète Andalou Abou al Baqa'e Arrandi s'en est inspiré pour signifier le changement des temps et des états, en disant : « Les choses sont comme tu le vois « Doualoun » (Changeantes) *** Celui que des temps satisfont, d'autres temps le décevront »

¹⁰ Le verset 32 de la sourate 27, traite de la consultation par la reine Balqis de ses notables avant de décider si elle doit rejoindre Salomon : « Elle dit : "Ô notables ! Conseillez-moi sur cette affaire : je ne déciderai rien sans que vous ne soyez présents... »

¹¹ Le verset 33 de la même sourate rapporte : « Ils dirent : "Nous sommes détenteurs d'une force et d'une puissance redoutable. Le commandement cependant t'appartient. Regarde donc ce que tu veux ordonner ».

¹² Al farabi dans son ouvrage « Assyassa al Madanya » soutenait que : "La communauté humaine dans son sens absolu, se répartit en Oumam, pluriel de oumma qui peut se traduire par Etat et/ou Nation".

les non-musulmans vivant en terre d'islam) sont perçues sur ces territoires et la bannière du Tawhid (unicité) flotte sur de larges espaces. Al Baghdadi souligne alors : « ... , il ne reste plus qu'une seule chose, une obligation collective qui plonge la communauté dans le péché si elle la délaisse, une obligation oubliée depuis que la communauté a délaissé la puissance mais qui est présente dans le cœur de tout musulman croyant, comme un espoir qui flotte dans le cœur de tout Moudjahid et Mouwahhid: La Khilafat (Califat) ».

C'est pour satisfaire à cette obligation, explique le communiqué, que le conseil de la choura s'est réuni et a conclu à la nécessité de nommer un Calife. Lequel n'est autre que : « ... le Cheikh, le Moudjahid, l'Adorateur, l'Imâm, le Dévoué, le Moudjaddid (vivificateur) descendant de la lignée prophétique, le serviteur d'Allah : Ibrahim Ibn Awâd, Ibn Ibrahim, Ibn Ali, Ibn Muhammad Al-Badri Al-Hachimi Al-Houssaini ; Al-Qourachi par sa lignée, As-Sâmourrî par sa naissance, Al-Baghdadi par l'endroit où il a fait ses études et où il a habité ». En dehors des qualités pieuses et guerrières, le communiqué dote le nouveau calife d'autres instruments de légitimité que sont la descendance de Quoraich, et la naissance Irakienne.

Ce moment de proclamation du califat et de la désignation du calife, impose un retour sur le concept du califat dans le livre (Coran) et dans la pratique.

La traduction du site Islam France¹³ donne au mot califat, du verset 30 de la deuxième sourate¹⁴, le sens de vicaire, du latin Vicarius qui signifie suppléant. Adam (l'humanité), dont il est ici question, est donc sur terre, un suppléant de Dieu, (un Khalifah). Dieu garde ainsi le plein pouvoir et la pleine autorité.

Aussi, lorsque Dieu, s'adressant à David dans le verset 26 de la 38^{ème} sourate¹⁵, lui confirme qu'il l'a désigné comme Calife sur terre et lui enjoigne de juger entre les gens par le droit, il lui donne un pouvoir suprahumain ; un pouvoir confié par Dieu. David reste cependant par rapport à Dieu dans un simple rôle de vicaire, de suppléant.

La source du pouvoir, Dieu, et l'exécutant de ce pouvoir, David, existent tous les deux en même temps. Le deuxième, gouverne sous le contrôle du premier. Adam et David sont califes de Dieu.

Ceci n'est pas le cas, quand il s'agit de Calife du prophète. Le 1^{er} Calife n'avait pris le pouvoir que lorsque le prophète était décédé. Il s'agit donc, non pas du sens de vicariat du Coran, mais d'une question de succession. Calife, dans le sens qu'il prend après la mort du prophète ne signifie pas une délégation de Dieu, mais la désignation par les hommes d'un successeur.

Le verset 26 de la 38^{ème} sourate, auquel se réfère le communiqué annonçant le Califat de « l'Etat islamique », ne s'applique pas à Al Baghdadi puisqu'il n'est pas dans les situations d'Adam et de David. Il s'agit d'une manipulation du discours coranique pour faire croire à un certain « pouvoir de droit divin » chez Al Baghdadi.

Al Baghdadi semble avoir voulu se mettre dans le rôle de vicaire de Dieu dont il tient le pouvoir ; un pouvoir que les hommes ne peuvent contester. Ceci expliquerait peut-être le sort de tous ceux qui s'opposent à la volonté de l'Etat islamique, incarnée par Al-Baghdadi.

I. Eléments historiques, les chemins d'Al Qaeda, depuis l'Afghanistan à la Mésopotamie.

Le 29 juin 2014 correspondant au 1er du mois de Ramadan 1435, Abou Mohammed Al Adnani, porte-parole de l'Etat islamique en Iraq et au Levant, donne lecture à un communiqué qui annonce le rétablissement du califat sous le nom d'Etat islamique. Abou Bakr Al-Baghdadi est déclaré Calife, c'est-à-dire chef de la communauté musulmane au plan mondial. S'agit-il d'un fait nouveau, de l'extension d'une structure déjà existante ou, d'un simple changement de titre de la même entité déjà connue sous l'appellation « d'Etat islamique en Irak et au

¹³ <http://islamfrance.free.fr/>

¹⁴ « Lorsque Ton Seigneur confia aux Anges : "Je vais établir sur la terre un vicaire "Khalifa ". Ils dirent : "Vas-Tu y désigner un qui y mettra le désordre et répandra le sang, quand nous sommes là à Te sanctifier et à Te glorifier ? " - Il dit : "En vérité, Je sais ce que vous ne savez pas ! ". Sourate 2 verset 30.

¹⁵ « Ô David, Nous avons fait de toi un calife sur la terre. Juge donc en toute équité parmi les gens et ne suis pas la passion : sinon elle t'égarera du sentir d'Allah. Car ceux qui s'égarent du sentir d'Allah auront un dur châtement pour avoir oublié le Jour des Comptes. » Sourate 38 verset 26.

Levant » (EIL) ? Au-delà de cette interrogation sur le passé récent, ne faudrait-il pas chercher plus loin dans l'histoire de la nébuleuse terroriste au Moyen Orient pour trouver à cet « Etat » prétendu, des origines plus anciennes afin de mieux en maîtriser les desseins ?

La rétrospective impose d'évoquer Al Qaeda¹⁶. N'est-ce pas cette organisation terroriste qui a été à l'origine du terrorisme radical islamiste qu'a connu la région du Moyen-Orient ? L'Etat islamique proclamé en est-il le prolongement, la métamorphose ou une excroissance ? Est-il possible que l'Etat islamique d'Abou Bakr Al Baghdadi soit une nouvelle structure créée en rupture avec l'histoire passée du terrorisme au Moyen Orient ou une simple révision des objectifs, des modes opératoires et des stratégies ?

L'actualité laisse apparaître une cohabitation des deux organisations, mais révèle également des dissensions et des divergences. Ne faut-il pas se poser la question de savoir si cette cohabitation se prolongera indéfiniment ou si l'une des deux doit l'emporter et que l'autre tombera dans la désuétude ? Auquel cas on tendrait à penser que l'Etat islamique remplacera Al Qaeda. A moins que la structure nouvellement autoproclamée Etat, ne soit une conjoncture éphémère qui disparaîtra sous peu et que ne subsistera que l'organisation première.

La réflexion sur l'Etat islamique et sur Al Qaeda nécessite également ne serait-ce qu'une légère rétrospective sur les mouvements islamistes qui se sont développés sur le sol de plusieurs pays musulmans notamment entre la fin du XIXème siècle et le début du XXème.

Ces questions seront traitées en deux chapitres :

- Le premier sera réservé aux éléments historiques notamment concernant le cheminement d'Al Qaeda depuis l'Afghanistan à la Mésopotamie. Il sera ici question de faire ressortir les possibles origines de l'Etat islamique dans le mouvement du radicalisme djihadiste né à l'aube de la dernière décennie du siècle passé. Le rôle prééminent joué par de certaines personnalités telle celle d'Abdellah Azzam, dans la construction du mode de pensée de la génération de djihadistes venus en Afghanistan sur le tard. Soit à un moment où la guerre contre les Soviétiques était déjà terminée. Cependant c'est cette génération qui contient, parmi ces membres, un certain Al Zarqawi qui fera le lien entre la doctrine des anciens et la génération actuelle, celle de l'Etat islamique.
- Dans un second chapitre seront évoqués les éléments les plus récents et les plus spécifiques à la région où l'Etat islamique a pris naissance. Ce chapitre, où il sera tenté de dégager les causes directes de l'apparition de l'Etat islamique, contiendra également des données sur les métamorphoses qu'a connu la structure terroriste depuis sa reconnaissance comme branche locale d'Al Qaeda, sous la dénomination Al Qaeda en Mésopotamie, jusqu'à sa nouvelle nomination d'Etat islamique, sans omettre les premières organisations de base, dont Attawhid wal Jihad et les différents liens qu'elles ont tissé avec les résidus de l'ancien régime.

1. Les mouvements islamistes à la fin des années 70, et la crise afghane.

- Le monde musulman sunnite entre la fin des années 70 et les débuts des années 80.

Les Etats du Moyen Orient et d'Afrique du Nord étaient dans leur quasi-totalité gouvernés par des régimes déclarés d'obédience musulmane tout en adoptant chacun la doctrine de cette religion aux intérêts de son régime et surtout à la nécessité d'en assurer la pérennité. Laïco-baathistes, Monarcho-malékites ou wahhabite ou encore salafistes, se référant tantôt à la charia et tantôt au droit positif combiné à quelques principes islamiques, les modèles s'accordaient à afficher leur islamité dans une mosaïque nébuleuse qui se rassemblait tant bien que mal sous les bannières de la ligue arabe ou encore de l'organisation de la conférence islamique devenue par la suite organisation de la coopération islamique.

A la fin des années soixante-dix, les régimes sunnites du Moyen Orient et d'Afrique du nord connaissaient, localement, des oppositions religieuses issues du courant réformiste de la fin du XIXème siècle. Plus au moins

¹⁶ « ISLAMIC STATE : THE CHANGING FACE OF MODERN JIHADISME » Erin Marie saltman & Charlie Winter Quilliam 2014.

rattachés à la confrérie « frères musulmans » née en Egypte en mars 1922, les organisations islamistes qui proliféraient au sein du monde arabo-musulman, connaissaient des fortunes différentes, mais les liens entre elles étaient, en ce début des années 80, très limités. Sont évoquées ci-après quelques-unes de ces organisations pour illustrer l'état des lieux de l'opposition islamiste aux régimes arabo-musulmans :

- En Egypte : L'année 1979 voit la naissance de la deuxième vague du « Tandim Al Jihad » créée par Mohammed Abdeslam Faraj. La première vague s'était auto-dissoute après la condamnation et l'exécution de son leader et créateur Salah Saraya. La deuxième vague, comme la première, prônait de combattre par la violence¹⁷ « l'ennemi » proche, c'est-à-dire les gouvernants qui n'appliquaient pas les préceptes de l'Islam et qui suivaient l'Occident dans sa dépravation. Elle prévoyait ensuite de s'attaquer à « l'ennemi » lointain qui était l'Occident lui-même. C'est cette organisation qui réussira à assassiner Anwar Al Sadat le 26 octobre 1981. C'est également de cette organisation qu'est issu Ayman Al Zawahiri que nous verrons plus tard dans la direction d'Al Qaeda. L'organisation de Faraj était même l'une des premières à structurer une formation militaire des membres, comprenant un enseignement de la jurisprudence du Jihad, assortie de formation théorique et pratique sur le maniement des armes de guerre.
- Au Pakistan : Le 22 septembre 1979, décède Abou Al A'ala Al Mawdoudi¹⁸. En ce moment il y avait déjà deux ans que le général Zia-Al-Haq avait entamé l'islamisation du pays, selon le modèle prôné par Al Mawdoudi. Le Majliss-i-Shoora avait remplacé l'Assemblée Nationale ; la Zakat est instituée et l'arabe et les études islamiques deviennent obligatoires dans la plupart des enseignements supérieurs. Dans l'armée « les théologiens obtiennent le grade d'officier afin d'attirer les meilleurs éléments des universités et des institutions religieuses »¹⁹. Toute la période de gouvernement du général Zia (1977-1988) fut consacrée à cette islamisation intense. Si les tendances fondamentalistes de l'Islam pakistanais sont ici évoquées c'est en raison du rôle que ce pays jouera- comme nous le verrons plus tard- dans la naissance du radicalisme dans la région.
- Au Soudan à la fin des années soixante-dix, la Djamaa des frères musulmans soudanais, vivait les impacts des dissensions qu'elle avait connu en 1975. En cette année, une partie de la Djamaa conduite par Hassan Attourabi, s'est faite appeler « la Direction islamique » et s'est démarquée par son alliance avec Jaafar Noumeiri. L'autre partie, qui avait conservé son appellation de frères musulmans, s'était déclarée hostile à toute alliance avec le pouvoir. Il en est résulté dès 1981 une islamisation accrue de l'Etat soudanais qui finit par l'application des dispositions de la charia en 1983.
- La version tunisienne des frères musulmans a vécu une étape importante en 1979. Le congrès de Manouba dans l'Ouest tunisien a vu la victoire du courant Ikhwaniste conduit par Rachid Ghannouchi aux dépens du courant moderniste que conduisaient Salah Eddine Jorchi et Ziad Krichan. Le succès de la révolution iranienne intensifiera les activités du courant de Ghannouchi, dont plusieurs membres seront emprisonnés en 1980. Le caractère conciliant du gouvernement Mzali, permettra la libération de plusieurs membres et le mouvement de Ghannouchi devient un parti politique, sous le nom de « Parti de la direction islamique », qui deviendra par la suite « le Parti Annahda »
- En Syrie, le paroxysme du conflit entre le régime baathiste de Damas et les frères musulmans syriens s'illustre dans l'attentat commis en juin 1979 par les frères musulmans à l'école d'artillerie d'Alep, et la loi par laquelle le régime avait décrété en 1980 l'exécution de toute personne convaincue d'appartenance aux frères musulmans. Ces événements pousseront les organisations musulmanes syriennes à s'unir sous l'enseigne de « l'organisation du Front islamique » le 8/10/1980.
- En Arabie Saoudite, les princes saoudiens de la troisième génération, formés pour la plupart aux Etats-Unis et en Grande Bretagne versent dans une philosophie de consommation et de confort social qui contrastait avec les orientations du wahhabisme affiché par le régime et enraciné dans la société

¹⁷ Mohammed Abdeslam Faraj est l'auteur de l'ouvrage guide pour l'organisation du Jihad en Egypte d'abord et dans le monde ensuite : « L'obligation manquant » (Al fareda Al gha'iba) qui prônait l'élimination des gouvernants impies par la violence : « ...parce que les tyrans de cette terre ne disparaîtront que par la force de l'épée... » Écrivait-il dans l'ouvrage précité.

¹⁸ Abou Al A'ala Al Mawdoudi est, avec 75 autres personnes qui partagent sa vue sur l'indépendance des musulmans de l'Inde au sein d'un Etat musulman appliquant la Charia, le fondateur de la jama'at-i-islami, pendant indo-pakistanaise des frères musulmans, le 28 Aout 1941. Al Mawdoudi voulait par cette création s'opposer aux fondateurs de la Rabita Al Islamya qui voulait un Etat islamique Laïc. La djamaa d'Al Mawdoudi a milité jusqu'à la proclamation du Pakistan le 28/8/1946. C'est la doctrine d'Al Mawdoudi, inspirée de celle de Sayed Qotb, qui nourrit de nos jours les doctrines violentes et radicales.

¹⁹ Voir Mohammed Fadel Troudi, « Histoire et enjeux de l'islamisme pakistanais », in Géostratégie N° 22-avril 2006; page 168.

saoudienne du moment. Ce contraste avait été exacerbé par l'appel allant crescendo à l'assistance étrangère notamment américaine en matière de technologie et de défense. Il en est résulté des mouvements de contestations dont celle des « frères de Jhimane ben Seif » qui prône la lutte contre les gouvernants qui dévient de la voie juste. Le mouvement s'organise et mène la lutte contre le régime saoudien, jusqu'à aboutir à l'opération d'occupation le 20 novembre 1979 de la Mosquée sainte de la Mecque.

- Au Maroc, l'assassinat d'Omar ben Jelloun, donnera lieu en 1980 à plusieurs condamnations à l'encontre des membres de la chabiba Islamya, dont celle à perpétuité prononcée par contumace contre Abdelkrim Moutii, qui se trouvait en fuite. Ces événements constituent le point de convergence entre une aile violente qui continue à prôner la violence à l'instar de Moutii et son « Bataillon du Jihad » et une autre aile non-violente qui donnera par la suite naissance à un Islam politique prônant le changement non violent.
- En Jordanie, les frères musulmans partageaient avec la monarchie la même hostilité envers les courants communistes et national-baathistes. C'est ce sentiment partagé qui va concourir à un certain rapprochement, quoique prudent, entre la monarchie hachémite et les frères musulmans de Jordanie. Les frères musulmans soutinrent le Roi Hussein même lorsqu'il décide de chasser des camps jordaniens, les réfugiés palestiniens de la guerre de 1967. Le régime jordanien n'hésitera pourtant pas à sévir contre toute déviation de la voie conciliatrice que suivaient les frères jordaniens. En 1979, Abdallah Azzam une figure palestinienne des frères musulmans jordaniens, fut expulsé de la Jordanie parce qu'il commençait à critiquer la modération de la confrérie jordanienne.

- Les deux événements majeurs dans le monde musulman en 1979.

L'année 1979 fut témoin de deux événements majeurs dont l'impact sur le monde musulman et le moyen orient ne cesse de se manifester jusqu'à nos jours :

- En septembre de cette année, l'Ayatollah Khomeiny annonce la victoire de la révolution iranienne, prend le pouvoir à Téhéran et annonce la naissance de la république islamique.
- Dans la nuit du 24 au 25 décembre, de la même année, et alors que le monde chrétien en Europe et aux Etats Unis était occupé à fêter Noël, les troupes soviétiques envahissaient l'Afghanistan. Selon des sources introduites dans les coulisses de la politique américaine, Les Etats-Unis d'Amérique auraient usé de tous les stratagèmes pour attirer les russes dans le guêpier afghan²⁰.

Ni ce dernier événement ni le premier n'étaient de nature à rassurer le monde occidental qui était, d'une part opposé à toute extension du monde soviétique, guerre froide oblige et, d'autre part, soucieux quant aux retombées de la révolution iranienne sur la région du moyen orient où elle risque de servir d'exemple pour déposer tant de régimes amis des Occidentaux, surtout dans la région du golfe. Les USA étaient en pleine gestion de la crise générée par le changement de régime à Téhéran quand les Soviétiques leur donnent une autre raison de s'inquiéter sur leurs intérêts dans la région.

Le changement opéré en Iran ne manquait pas également de susciter des craintes dans le monde sunnite des monarchies du golfe. Non seulement en raison de la force d'exemple qu'il pouvait inspirer aux populations arabes et musulmanes qui croulaient sous des régimes théocratiques inféodés à l'occident ; mais surtout au regard de l'idéologie religieuse chiite du nouveau régime de Téhéran. Les dirigeants des monarchies du Golfe savaient,

²⁰ Le conseiller du président Carter, Zbigniew Brzezinski, déclarait ceci en novembre 1997 à Vincent Jauvert du Nouvel Observateur :

-« Selon la version officielle de l'histoire, l'aide de la CIA aux moudjahidin a débuté courant 1981, c'est-à-dire après que l'armée soviétique eut envahi l'Afghanistan le 24 décembre 1979. Mais la réalité, gardée secrète jusqu'à présent, est tout autre. C'est en effet le 3 juillet 1979 que le président Carter a signé la première directive sur l'assistance clandestine aux opposants du régime prosoviétique de Kaboul. Et ce jour-là, j'ai écrit une note au président dans laquelle je lui expliquais qu'à mon avis, cette aide allait entraîner une intervention militaire des soviétiques. Nous n'avons pas poussé les russes à intervenir, mais nous avons sciemment augmenté la probabilité qu'ils le fassent. »

Et lorsque le journaliste Vincent Joubert lui demande s'il regrette cette initiative, l'ancien conseiller de Carter répond:

-« Regretter quoi ! Cette opération secrète était une excellente idée. Elle a eu pour effet d'attirer les russes dans le piège afghan, et vous voulez que je le regrette ? Le jour où les soviétiques ont officiellement franchi la frontière, j'ai écrit au président Carter en substance : "Nous avons maintenant l'occasion de donner à l'URSS sa guerre du Vietnam". ». Voir

<http://yves.ducourneau.perso.sfr.fr/rendez-vous-avec-x-afghanistan-1.html>

qu'une fois enraciné et renforcé chez lui, le chiisme ne manquerait pas de se remémorer les exactions subies par les fidèles chiites le long d'une histoire qui a débuté dans les années 650 de notre ère et qui se prolongeait aussi bien en Irak qu'au Bahreïn jusqu'au moment de la survenance des événements susmentionnés.

Ces monarchies, amies et alliées du clan occidental, voyaient également, du plus mauvais regard qui soit, l'invasion d'un pays, réputé historiquement musulman, par les troupes d'un régime soviétique qui ne donnait aucune place à Dieu dans sa doctrine.

C'est donc à la fois le monde occidental, et les monarchies du Golfe qui étaient les plus éprouvés en cette année 1979 et qui se devaient de trouver une réplique sinon aux deux menaces, du moins à la plus pressante ou la plus dangereuse, même s'ils savaient difficile d'établir une échelle de priorité dans la conjoncture qui régnait sur la région en ces moments. L'embrasement du monde arabo-musulman sous l'effet de l'exemple iranien était tout aussi dangereux qu'une installation des forces soviétiques aux portes du Pakistan, bastion pro occidental et pièce plus que maîtresse dans la géostratégie de la guerre froide.

L'URSS et l'Iran qui tous deux constituaient une menace pour les pays du Golfe et pour l'Occident, étaient également antagonistes. L'Afghanistan où avait dans les années 70 émergé un pouvoir pro communiste, était dans sa partie nord-est sous influence chiite et risquait du fait du succès de la révolution khomeyniste de se renforcer dans son opposition au régime afghan pro soviétique.

De leur côté, les Occidentaux et leurs alliés sunnites du Moyen Orient dont principalement les monarchies du Golfe, butaient en termes d'alliance sur une question épineuse, celle de la Palestine et d'Israël. Les alliés arabes des USA, quoiqu'hostiles à l'Iran et aux Soviétiques avaient encore à l'esprit que ce sont les armes, la formation et le conseil des Occidentaux, USA en tête, qui ont permis à Israël de remporter sur les armées arabes, une victoire dont le traumatisme n'était pas encore guéri. De son côté les mondes européen et étasunien, étaient encore dans le souvenir de la crise de 1973 dont les monarchies du golfe producteurs de pétrole étaient à l'origine.

Le dépassement des différents devant le danger commun était plus réalisable du côté des Occidentaux et des sunnites que du côté des Soviétiques et des chiites. Si les pétromonarchies du golfe et le monde occidental vivaient leurs différends dans un cadre d'alliance, le nouveau régime iranien et l'Union Soviétique ne partageaient que la haine des Américains qui ne s'avérait, à ce moment, pas encore un ciment assez solide pour tisser une alliance entre Soviétiques et chiites d'Iran.

Une autre histoire d'hostilité, d'animosité et de haine n'avait également jamais trouvé solution dans ces inéquations nébuleuses. C'est celle de la haine ancestrale entre les deux islams, sunnite et chiite.

Les relations des acteurs dans ces deux événements défient les règles du mathématiquement correct. L'ennemi de l'ennemi n'est pas automatiquement un ami et l'ami de l'ennemi n'est pas automatiquement un ennemi. Les comportements apparents ne traduisaient plus les positions réelles et les intérêts guidaient les Etats à des alliances nécessaires mêmes s'ils sont contre nature.

Ces situations constituent dans l'histoire des diplomaties et des relations internationales, des périodes où les acteurs officiels des politiques étrangères ne font que fournir un cadre apparent et acceptable à une action souterraine et obscure des services de renseignement.

Vont alors se rencontrer deux intérêts autour d'une question jugée primordiale. Faire chasser les Soviétiques d'Afghanistan ralliait le monde sunnite au monde occidental. En même temps cette alliance ne pouvait souffrir l'opposition de la jeune république chiite iranienne. Le monde musulman va d'une certaine manière s'allier aux Occidentaux pour lutter contre la présence russe en Afghanistan. Les sunnites y participeront activement, les chiites ne s'y opposeront pas.

2. Une internationale islamique contre les Soviétiques en Afghanistan.

- Les afghans arabes

A. Abdallah Azzam et Ben Laden, constituent les « Afghans arabes »

L'Islam sunnite officiel des Etats du moyen orient et d'Afrique du nord, menacé en cette période de passage de la décennie soixante-dix à celle quatre-vingt par une poussée communiste en Afghanistan, et une autre chiite en Iran, affrontait également aux échelons locaux des mouvements de protestations d'obédience islamique. Ces mouvements de protestation islamique nourrissaient pour la plupart les mêmes sentiments d'hostilité envers les Soviétiques et les Iraniens, même si l'hostilité envers les Iraniens était mêlée d'une certaine admiration pour les révolutionnaires chiites qui avaient réussi en Iran ce que les contestations sunnites n'avaient pas pu réaliser contre les régimes sunnites déviants.

Qui allait donc combattre les Soviétiques en Afghanistan, ou aider les afghans à le faire ? Qui allait prendre la charge de lutter contre la propagation du chiisme rampant et fier de sa révolution ? Sont-ce les régimes sunnites officiels ? Ou sont-ce les islamistes rassemblés au sein d'organisations locales qui, en dépit de certaines relations facilitées par l'expansion de l'idéologie des frères musulmans, nourrissaient des ambitions plutôt nationales, et dirigées contre leurs seuls gouvernants ?

Le court panorama décrit plus haut montre que même le concept du Jihad, que des mouvements de l'islam politique avaient développé et adopté ne s'était pas hasardé hors de territoires nationaux dans son action, même si dans la théorie il prônait l'extension de la révolte islamique à tout le territoire de l'Oumma islamique.

En Egypte, c'est contre le régime du pays que le Jihad voulait sévir. Il en était de même pour les frères syriens. Le Jihad palestinien ne trouvait pas preneur en dehors des Palestiniens. Il n'était surtout pas question d'une internationale du Jihad. Chaque jihad lorsqu'il est adopté par les organisations locales avait surtout pour ambition d'œuvrer à la destruction des régimes en place.

Un ennemi international commun, en l'occurrence l'URSS qui envahit un pays musulman, rendait légitime de se demander si les mouvements djihadistes locaux allaient s'agréger dans un mouvement unifié, abandonner leurs ambitions nationales et placer en priorité la libération d'un pays musulman des griffes d'une puissance qui n'avait pas de place pour Dieu.

Dans l'esprit de tout le monde sunnite, l'invasion de l'Afghanistan par l'armée soviétique ravissait la priorité et l'importance à la révolution iranienne. Il fallait à tout prix trouver la parade d'abord à cette invasion. La question iranienne passait en second rang. Les pays musulmans, y compris l'Iran condamnèrent l'intervention soviétique en faisant écho à la condamnation américaine.

Les premières interventions soviétiques caractérisées par la puissance de feu de la machine de guerre de l'armée rouge ont vite fait de mettre hors de combat les combattants afghans, organisés au sein de leurs tribus. Ils étaient, certes, nationalistes et durs dans le combat mais ils ne disposaient que d'un matériel archaïque et précaire. La plupart d'entre eux fuient en Iran ou au Pakistan. C'était également là que s'étaient réfugiés les partis islamistes « *Tanzims* ». Ces structures étaient plus aptes que les tribus à organiser une résistance à l'occupation soviétique : « A la différence des tribus, les partis islamistes disposent de structures politiques, logistiques et militaires qui conviennent à une lutte idéologique, prolongée et étendue. Ils peuvent répondre à la supériorité militaire et l'extrême violence déployée par l'Armée Rouge en investissant dans le champ politique les ressources propres aux religieux : l'accent sur la foi et le salut de l'âme ... »²¹.

La rencontre entre le nationalisme des tribus et les principes islamiques adoptés par les partis donnera naissance au Jihad de libération auquel adhéreront non seulement les afghans mais plusieurs milliers de jeunes musulmans issus en grande partie des pays arabes ce qui leur vaudra le titre d'Afghans-Arabes. Ces combattants afflueront vers l'Afghanistan avec l'aide de trois pays dont chacun avait ses propres raisons de battre les Soviétiques en Afghanistan :

²¹ Adam BACZKO, " L'Etat et la guerre en Afghanistan 1978-2012 " Fiche de l'Irsem n° 19, Juillet 2012, 16 pages.

- Les partis islamistes entretenaient de bonnes relations avec le régime pakistanais depuis le début des années 70. Islamabad les soutenait du fait qu'ils considéraient le régime de Zia-Al-Haq comme un régime islamiste frère et s'abstenaient de toute revendication sur les territoires tribaux pashtounes au sud de la ligne Durand. Or l'intervention soviétique tentait de renforcer les communistes afghans qui eux, ne cachaient pas leur ambition hégémonique sur les territoires susmentionnés. Le Pakistan savait que les partis islamistes et les tribus qui les ont rejoints ne pouvaient mener une insurrection armée contre les troupes soviétiques dans toute l'étendue du territoire afghan. Il ne pouvait également participer lui-même de manière directe à la guerre contre les Soviétiques. Il restait donc à trouver des alliances pour organiser la résistance afghane et lui trouver les renforts.
- Comme mentionné plus haut, en 1979 de jeunes saoudiens inspirés par la révolution iranienne organisent l'opposition contre le régime dans le cadre de ce qui fut appelé le mouvement de Jhimane ben Seif qui entreprend la prise d'otage de la mosquée sainte en novembre de la même année. Le régime saoudien trouvait en l'idée de combattre les Soviétiques en Afghanistan par une armée de djihadistes, venus de tous les pays musulmans, l'occasion d'éloigner de son territoire les citoyens ennemis du régime, en leur confiant la mission de combattre les armées impies qui ont occupé un pays musulman.
- Les Américains gênés par l'intervention soviétique, se sont proposés de financer le djihad islamique contre l'armée rouge par une aide d'environ 3 milliards de dollars. Ce jihad leur permettait de conduire contre l'ennemi soviétique une sorte de guerre par procuration. Une armée internationale de djihadistes allait donc être montée pour venir en aide aux partis islamistes afghans dans leur guerre contre l'envahisseur. Les services secrets américains, pakistanais et saoudiens se chargent de coordonner l'opération. Il fut alors créé le Bureau des services (Maktab-Al-Khadamat)²² à Peshawar sur la frontière pakistano-afghane. La direction du bureau est confiée à Abdallah Azzam²³ qui sera rejoint, en 1984 par le jeune fils d'une famille saoudienne : Oussama ben Laden. Le jeune saoudien, nommé adjoint de Abdallah Azzam, est en charge de l'administration et du financement du Jihad.

B. Du retrait des Soviétiques aux tentatives de territorialisation.

Décrivant la ville de Khost en 1989, Loretta Napoleoni²⁴ décrit une cité dans la tourmente, ancienne et poussiéreuse et qui grouillait d'anciens moudjahidine arabo-afghans²⁵.

Après dix années d'invasion, le dernier soldat soviétique quitte le sol afghan, sur décision du président Gorbatchev, le 28 février 1989, le régime communiste afghan demeurant au pouvoir jusqu'à l'arrivée des moudjahidine à Kaboul en avril 1992.

Il commencera alors en Afghanistan une guerre fratricide entre les différentes factions et partis de l'islamisme afghan. Aucune de ces factions ne souhaitait avoir à ses côtés ces étrangers venus de divers horizons arabes et musulmans. Fiers de par leurs natures, les combattants afghans qui ont accueilli avec bienveillance des frères musulmans venus les aider contre les Soviétiques se voyaient interdit par leur sens de la fierté, de l'orgueil et de l'honneur d'accepter une aide étrangère contre leurs propres citoyens. Les combattants « Afghans arabes » qui

²² Dans la note 15 du chapitre premier de son livre, « Insurgent Irak, Al Zarqawi and the new generation »; Loretta Napoleoni précise que le « Bureau arabo-afghan » a eu plusieurs tâches, y compris l'unification des moudjahidine arabes en dépit de leurs différentes idéologies; reliant les arabes et le monde islamique avec le djihad afghan. Il assure la distribution des financements et des aides aux moujahidines en Afghanistan; et diffuse des articles sur le djihad et sur les victoires des moudjahidine dans le monde musulman. Il s'occupait aussi de la formation des volontaires arabes pour la guerre.

²³ Abdallah Azzam, né en 1941 à Jenin, est un palestinien qui a étudié la charia en Syrie avant de se réfugier en Jordanie suite à la guerre de 1967. En 1980, le gouvernement jordanien l'expulse par décret militaire. Le régime craignait sa « rhétorique révolutionnaire » qui semblait hypnotiser les jeunes. Il a décidé alors de déplacer en Arabie saoudite où il a obtenu un poste d'enseignant à l'université Roi Abdelaziz à Djeddah. Une rencontre fortuite à la Mecque avec Kamal al Sananiri, un membre des Frères musulmans, fut à l'origine de son déplacement ultérieur au Pakistan. Sur intervention du doyen de l'université à Djeddah, Azzam a été nommé à l'université islamique d'Islamabad. Vers la fin de 1981, il est arrivé au Pakistan.

²⁴ Loretta Napoleoni « Insurgent Iraq, Al Zrqawi and the new generation »; Constable & Robinson, London éditeur, 2005.

²⁵ « ...An ancient, dusty town, Khost, at the time, was teeming with former mujahidin; Arab Afghans from all corners of Afghanistan wandered along its streets, waiting for events to unfold. With the recent Russians' retreat, the city was in turmoil... »

déambulaient dans les rues de Khost étaient fraternellement priés de plier bagage.

Vers la fin du djihad contre les Soviétiques, Abdallah Azzam commençait déjà à envisager l'Afghanistan libérée des Soviétiques comme une base pour le stationnement et l'entraînement des générations futures de l'armée internationale de moudjahidines. Conscient que ces moudjahidines n'avaient en fait conduit qu'une guerre par procuration au profit des Pakistanais, des Saoudiens et des Américains, Abdallah Azzam voulait faire de l'Afghanistan la rampe de lancement du Jihad offensif contre l'occident, car pour lui si l'agression est permanente le jihad doit être permanent et, donc, offensif. L'Afghanistan lui donnait l'occasion de se libérer de la tutelle pakistanaise, américaine et surtout saoudienne. C'était surtout autour de la relation avec l'Arabie Saoudite qu'éclate la grande discorde entre lui et son adjoint Ben Laden. Ce dernier se considérait encore comme le représentant des intérêts saoudiens en Afghanistan²⁶. Ben Laden aurait aussi plus tendance à suivre la thèse de la branche égyptienne, du Bureau des services, soutenue par Ayman al Zawahiri qui voulait entreprendre par cette armée de moudjahidine des actions terroristes destinées à faire tomber, en commençant par l'Egypte, les régimes arabo-musulmans en y instaurant des guerres civiles (Loretta Napoleoni, 2005).

Contrairement aux orientations de Ben Laden et de la tendance égyptienne du Bureau des services, Cheikh Abdallah Azzam ne voulait pas que les moudjahidines versent dans le terrorisme. Sa théorie se basait sur la territorialisation d'un Etat des moudjahidines qui mènera le Jihad à partir de ce territoire. Il était hostile à toute idée de dispersion des combattants islamistes hors du Pakistan.

Si donc les combattants qui ont aidé les afghans à venir à bout de l'une des deux meilleures armées du monde, se trouvaient là à déambuler sans but ni mission, leurs chefs spirituel et opérationnel se livraient une bataille, à couteaux tirés, pour décider de leur sort²⁷. La bataille finit par l'assassinat le 24 novembre 1989 de Cheikh Abdallah Azzam. Personne n'avait jamais pu prouver l'implication de Ben Laden de cet assassinat, mais tout le monde sait que personne à part lui ne tenait autant à la mort du Cheikh.

Aux premières lueurs de la décennie 90, Ben Laden encore épaulé par les services pakistanais et saoudiens se trouvait à la tête d'une armée de moudjahidines qui se compte par millier, dont certains avaient commencé à quitter l'Afghanistan vers leurs pays d'origine ou vers les Balkans, mais dont la majorité errait encore entre Khost et Peshawar.

Quelques années plus tard, les Pakistanais en désaccord avec Shah Massoud montent le gouvernement Taliban, au chef duquel Ben Laden et les combattants restant prêteront allégeance en tant que prince des croyants. Le premier Etat islamique serait-il né, sous le commandement du Mollah Omar ?

En prêtant allégeance au mollah Omar, Ben Laden voulait, en fait, transformer l'Afghanistan en une sorte d'Etat islamique universel, servant de rampe de lancement au combat contre les Occidentaux et de base de formation et d'entraînement pour tous les groupes affiliés à Al Qaeda. Il tentait, après avoir rompu avec le renseignement saoudien, du moins officiellement, de revenir à l'idée de son ancien adversaire Abdallah Azzam. Ce n'était pas là le dessein des talibans eux-mêmes et de leurs maîtres d'œuvre les services pakistanais. Ces derniers voulaient juste créer un rempart contre le chiisme venant d'Iran pour les uns, et contrer le courant de chah Massoud pour les autres.

Ben Laden déclenchera lui-même les événements du 9 septembre qui déclencheront à leur tour la guerre totale contre le terrorisme qui mettra fin au rêve du mollah Omar d'avoir une république islamique sunnite à la saoudienne, et à celui de Ben Laden d'asseoir un Etat islamique universel servant de siège au Kominterm islamique. Il reviendra au concept du terrorisme diffus, non territorialisé qui lui donne plus de marge de manœuvre. Par la suite, même lorsque des organisations franchisées d'Al Qaeda mettront la main sur des territoires, ils s'abstiendront de proclamer des Etats, ou des entités politiques. Ce fut le cas pour Al Qaeda dans la péninsule arabique, et également pour Al Qaeda au Maghreb islamique.

²⁶ Les divergences n'éclateront entre Ben Laden et l'Arabie Saoudite que lors de la première guerre du Golfe.

²⁷ Philippe Migaux a dans son livre « AL-QAIDA, sommes-nous menacés » évoqué la divergence entre les deux hommes dans ces termes : « ... Abdallah Azzam veut les [afghans arabes] envoyer les terres de l'Oumma conquises par les infidèles en engageant le combat contre l'ennemi lointain par des actions de guérilla. Oussama Ben Laden juge nécessaire de laisser les moudjahidines retourner dans leurs terres d'Islam pour lancer le djihad contre l'ennemi proche, où l'absence de soutien populaire rend nécessaire le recours aux opérations terroristes... ».

- Abou Moussaab Al Zarqawi : Le lien entre l'Afghanistan et l'Iraq.

Parmi ces moudjahidines, arrivés en Afghanistan à la fin de la guerre ; un jeune jordanien, Ahmed Fadel Al Khalayla, que l'on connaîtra plus tard sous le pseudonyme d'Abou Mosaab Al Zarqawi, est partagé entre les deux courants. Al Zarqawi avait rencontré la doctrine d'Abdallah Azzam dans les prisons jordaniennes qu'il avait fréquentées pour des motifs de délinquance de droit commun, agression et banditisme. Il s'était également, en rencontrant Al Maqdissi, un Palestinien acquis aux idées d'Ayman Al Zawahiri, imprégné de la conception de Ben Laden sur le Jihad diffus.

Al Zarqawi va d'abord s'essayer avec Al Maqdissi au concept de Ben Laden. Il reviendra en Jordanie où il assiste Al Maqdissi dans la création et l'activation, en 1993, du Groupe Al-Tawhid qui mobilisait et sensibilisait les jeunes pour les préparer, en Jordanie, à une sorte de guerre civile censée faire tomber le régime du Roi Hussein. Cependant lorsqu'ils furent emprisonnés en 1995, le caractère charismatique et la forte personnalité d'Al Zarqawi, qui avait déjà connu les prisons jordaniennes effacèrent Al Maqdissi, trop intellectuel. Al Zarqawi devient le nouveau maître d'Al-Tawhid. « Derrière les barreaux, explique Loretta Napoleoni, la capacité à forcer le respect en inspirant la peur à plus de pouvoir que l'éloquence »²⁸.

Après sa libération au lendemain de l'accession au trône du jeune roi Abdallah II en 1999, Al Zarqawi qui est revenu dans Zarqa sa ville natale pour continuer le prêche et la mobilisation, planifiait son exil hors de la Jordanie. « Il était convaincu que la Jordanie n'était pas le lieu approprié pour servir de base à une organisation djihadiste »²⁹. Son intention était de rejoindre les djihadistes en Tchétchénie. Un long périple entre 1999 et la fin de 2001, le mènera de la Jordanie au Pakistan puis en Afghanistan avant de rejoindre - avec le groupe qu'il avait entraîné au camp de Herat³⁰ - le nord de l'Irak à travers l'Iran, où il avait séjourné quelques semaines entre la fin de 2001 et les débuts de 2002. Il aurait en cela suivi le même chemin qu'un de ses amis, Abou Abderrahmane Chami, un autre jordanien qui avait rejoint le nord de l'Irak via l'Afghanistan et l'Iran, avec un groupe d'une cinquantaine de personnes afin d'y installer un Emirats semblable au régime des Talibans. Dans cette région du Kurdistan irakien s'était déjà formée depuis 2000 l'Organisation « Ansar Al Islam », fidèle à l'enseignement d'Al Zawahiri, consistant à la priorité de tomber l'ennemi proche qui est le régime de Saddam Hussein.

Le 5 février 2003 Colin Powell annonçait devant l'assemblée générale des Nations-Unies que Saddam Hussein et Al Qaeda étaient liés et que le lien n'était autre qu'Abou Moussaab Al Zarqawi. Les Américains voulaient trouver un alibi pour attaquer Saddam Hussein, Al Zarqawi, qui n'avait pas pu mener le Jihad en Afghanistan et en Jordanie trouvait, en la déclaration de Powell, la rampe de lancement qui va le transformer en leader de la nébuleuse terroriste qui prendra forme en Irak.

Saddam constituait au fait pour Al Qaeda et Al Zarqawi un ennemi proche, et les Américains l'ennemi lointain. Ben Laden voulait commencer par l'ennemi lointain et Al Zarqawi l'ennemi proche. L'arrivée des Américains en Irak allait être l'occasion de combattre les deux. Al Zarqawi va alors combattre les Américains, ennemi lointain, qui eux se chargeront de l'ennemi proche, Saddam Hussein. L'occasion de concilier le concept de Ben Laden et d'Abdallah Azzam. Al Zarqawi emprunte au premier l'idée de s'en prendre en premier lieu aux étrangers qui occupent les terres de l'Islam, et au second celle de consolider la disparition d'un régime arabo-laïc que les impies allaient faire tomber.

Al Zarqawi avait cependant un souci de plus en Irak. La résistance à l'occupant américain ne devait pas se faire sous une toile de fond nationaliste, rassemblant sunnites, chiites et mêmes laïcs irakiens, en marginalisant les moudjahidines³¹. Menace que Ben Laden ne semblait pas avoir saisie au début du conflit ; raison pour laquelle il refusait d'avaliser la stratégie d'Al Zarqawi consistant à provoquer la guerre civile en soulevant les deux

²⁸ Ibid. note n° 20, page 69.

²⁹ Under the microscope, Al Jazeera Arabic Satellite TV, broadcast 1 July 2004, cité par Loretta Napoleoni. Ibid. note n°20.

³⁰ Lorsqu'Abou Mosaab Al Zarqawi rencontre Ben Laden en Afghanistan en 2000, il avait décliné l'offre de ce dernier de rejoindre Al Qaeda. Il ouvre alors un camp d'entraînement à Herat au nord-ouest de l'Afghanistan, près des frontières avec l'Iran. Certains croient que l'entreprise s'était réalisée avec l'aide des services pakistanais en raison des relations étroites que Al Zarqawi aurait noué avec la JUAI, d'autres abondent vers l'hypothèse d'un financement de Ben Laden lui-même, sur pression des ailes jordaniennes et palestinienne d'Al Qaeda.

³¹ « Comme l'expliqua Al Zarqawi à Ben Laden dans leur correspondance nourrie de 2003 à 2005, *la fitna* contre les chiites n'était qu'une tactique pour empêcher la formation, face aux forces de la coalition, d'un front laïc uni –excluant les djihadistes- analogue à celui qui des décennies auparavant, avait mené la lutte pour arracher l'indépendance de l'Iraq au Royaume-Uni... ». Voir « L'Etat islamique. Multinationale de la violence », Loretta Napoleoni, Calman-Lévy; Février 2015.

communautés chiite et sunnite l'une contre l'autre. Ce n'est que lorsque Moqtada Sadr (jeune leader chiite), dont les portraits couvraient les murs des bastions sunnites, prenait des allures de héros national que Ben Laden admit de financer la nouvelle organisation d'Al Zarqawi Attawhid Wa Al Jihad et de l'intégrer à Al Qaeda sous l'enseigne « Al Qaeda en Mésopotamie »³².

II. Les causes directes de l'émergence de l'Etat islamique : De l'EII à l'EI en passant par l'EIIL.

Trois moments sont à distinguer dans la naissance de l'Etat islamique tel que proclamé par Abou Bakr Al Baghdadi. L'Etat islamique en Irak proclamé par Al Zarqawi en 2006, L'Etat islamique en Irak et au levant en 2013 et enfin l'Etat islamique en 2014. Comment a-t-on cheminé d'une position ou d'une posture à une autre ? S'agit-il de changements structuraux ou de simples enseignes sans grande signification ?

1. L'invasion US en Iraq : Résurgence du conflit Sunnites/chiites Naissance de l'Etat islamique en Iraq

- L'Iraq au lendemain de l'invasion américaine : Les forces en présence

A. La préparation de la résistance sunnite

La manière dont l'Armée américaine est entrée en Irak et surtout dans Bagdad laisse perplexe. Comment est-ce qu'un régime qui promettait aux agresseurs feu et sang s'ils osaient s'approcher de sa capitale, un régime censé posséder des armes de destruction massive, abdique et se laisse envahir sans opposer aucune forme de résistance.

Un simple examen de la période pré invasion et de certaines mesures³³ prises par le président déchu d'abord, et pendu ensuite, peut éclairer sur cette question :

- Durant toute la durée des sanctions, les infrastructures de l'Iraq n'ont subi ni renforcement ni amélioration ni maintenance de telle sorte qu'en 2003 les Irakiens vivaient dans un pays sans eau, sans électricité et, 60 % parmi eux dépendaient pour leur survie du programme pétrole contre nourriture ;
- Saddam Hussein comptait sur le fait que la population, surtout chiite et kurdes, attendait des Américains, en plus d'aider leurs élites à acquérir le pouvoir, d'assurer aux autres catégories une vie meilleure. Il savait également que les USA n'avaient aucun moyen, sinon pas les moyens suffisants, pour à la fois affronter la résistance et reconforter la population non résistante ;
- Saddam Hussein ne doutait pas, et cela était clair à la vue du rapport de force démographique entre sunnites et chiite, que ces derniers remporteraient toute consultation démocratique qu'organiseraient les Américains, et qu'ils s'empareraient ainsi du pouvoir ;
- Les Américains avaient des difficultés même pour assurer la sécurité des populations contre les crimes de droits communs. Saddam Hussein avait pris soin de préparer le piège aux Américains. Déjà depuis 2000 il avait entamé un programme de libération des délinquants de différents ordres ; de telle sorte qu'à l'arrivée des troupes US, 200 000 hors-la-loi étaient à l'air libre.
- Saddam Hussein avait également durant l'embargo viré vers l'islamisation. En organisant la campagne du renforcement de la foi (Al Hamla Al Immanya), Il avait créé une sorte de vase communicant entre le parti Baath et les musulmans pratiquants des tribus sunnites. Il avait également fait à ces mêmes tribus des concessions importantes en matière d'application de la charia.

Tous les ingrédients utiles à l'organisation de la résistance aux Américains et à un pouvoir chiite à venir, étaient ainsi préparés. Et même si la volonté à long terme était la partition du pays, les sunnites se préparaient à avoir de quoi forcer la main aux organisateurs de négociations éventuelles.

³² Loretta Napoleoni; L'Etat islamique : multinationale de la violence; Calmann-Lévy, éditeur, Janvier 2015. Page 35.

³³ Ibid. note n°28; page 143.

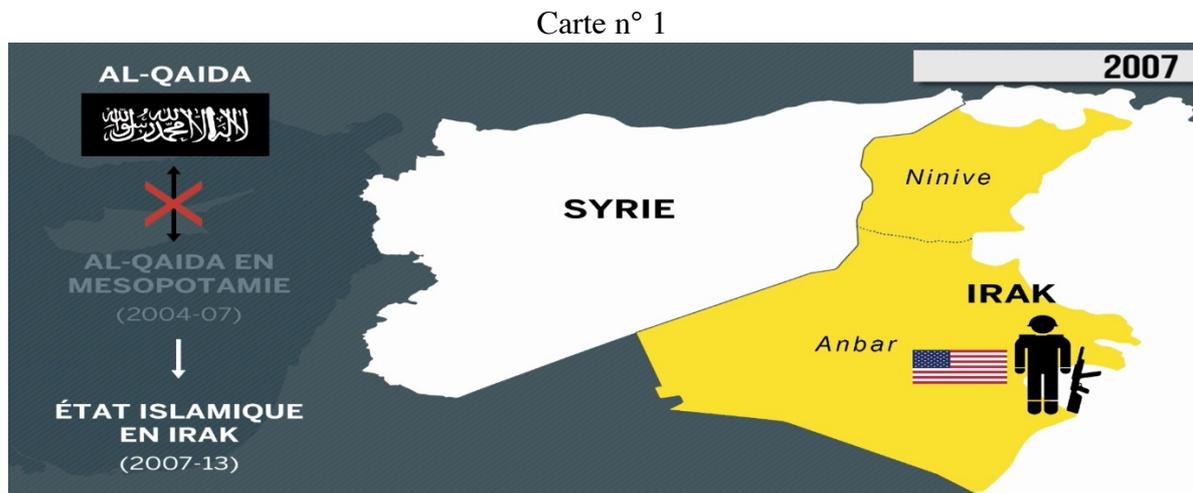
B. Une nébuleuse d'organisations et de groupes armés

L'Iraq comptait également à l'arrivée des Américains, plusieurs groupes islamistes armés, iraqiens et étrangers. C'est cette nébuleuse de groupes et de réseaux, islamistes et nationalistes qui, en janvier 2006, constitue le « C.C.M.I » Conseil Consultatif des Moudjahidines en Irak (Majlis Shoura al-Moujahidin fi al-Iraq). Parmi les principales organisations on compte :

- Ansar Al-Tawhid (les adeptes de l'Unicité) ;
- Al-Jihad Al-Islami (le Jihad islamique)
- Jaïch Ansar Al Sunna (L'Armée des partisans de la Sunna), Kurdes d'Al Qaeda ;
- Saraya Al-Ghoraba (les sections étrangères)
- Kataeb Al-Ahwal (les brigades de l'apocalypse)
- Jaïch al-Taiifa al-Mansoura (l'armée de la secte victorieuse)
- Qa'adat al-Jihad fi bilad ma bayna nahrayn, plus connue sous le nom d'Al-Qaïda en Irak ou en Mésopotamie. Ce groupe dirigé jusqu'à sa mort par Al-Zarqawi était le plus dominant au sein du conseil consultatif. Ce qui permettait à ce dernier de diriger le conseil même s'il n'en était pas le leader désigné.

Ce conseil dominait le triangle Tikrit-Falloujah-Ramadi (*Voir carte n° 1 ci-après*) où il régnait en maître jusqu'à ce que la province d'Al Anbar passe sous le contrôle du gouvernement irakien en 2008. L'occupation de ce triangle facilitée par l'intensité de la population sunnite dominante, visait le siège de Bagdad, capitale de l'ancien régime et qui illustre la ligne de démarcation entre les zones d'influences sunnites et chiïtes.

Auparavant, le 15 octobre 2006, une semaine avant le début du Ramadan, a été annoncée la création de l'État islamique d'Irak (Dawlat al-Iraq al-Islamiyya) avec à sa tête, Abu Omar al-Baghdadi.



- L'Etat islamique d'Iraq

A. 2006, Pourquoi l'Etat islamique d'Iraq « E.I.I », en remplacement du C.C.M.I ?

- Les élections de décembre 2005 donnent aux chiïtes et aux Kurdes une majorité qui, quoique problématique³⁴ leur permettait de crier victoire. Les sunnites qui ont toujours gouverné l'Iraq, se trouvent pour la première fois, officiellement, en dehors du pouvoir en Iraq, au profit de factions qu'ils avaient malmenées du temps de Saddam Hussein. Si donc l'Etat iraquien est tombé entre les mains des chiïtes, les sunnites, dont la lutte est conduite à la fois par les anciens dignitaires du régime de Saddam et par les groupes armés pro Al Qaeda, ne pouvaient se limiter à résister dans de simples structures de groupes affiliés à une organisation terroriste.

³⁴ Sur les 275 sièges que compte l'assemblée, l'Alliance Iraquienne unifiée remporte 128, et leurs alliés kurdes 53. Il leur manquait 2 sièges pour atteindre la majorité des 2/3 qui leur permet de gouverner sans apport des sunnites.

- Ils contrôlaient un territoire, avaient une population et disposaient d'une structure de gouvernement (le Conseil Consultatif des Moudjahidines en Iraq). Il ne leur restait que la proclamation d'un Etat pour pouvoir se donner des allures de concurrent de taille des chiïtes au pouvoir. L'annonce d'un Etat islamique en Iraq était à la fois le moyen de répondre aux tentatives de confirmation d'un Etat iraquien conduit par les chiïtes et les Kurdes, et également de réagir à l'annonce par Al Zawahiri de la dissolution de la branche iraquienne d'Al Qaeda³⁵, annonce suivie d'un gel des relations entre les groupes armés irakiens et Al Qaeda même si les ponts de communication n'étaient pas totalement coupés³⁶. Certains spécialistes de la question avancent, même, qu'une autre branche d'Al Qaeda avait été créée en 2010. Cette branche avait été conduite par l'irakien Abou Soliman Nasser Eddine³⁷. Elle visait à limiter, au sein de la communauté sunnite, l'influence de l'EII.
- La structure « Etat », même qualifié d'islamiste, permettait aux laïcs, anciens du Baath de se retrouver, dans la communauté islamo-nationaliste ; contrairement aux structures Groupes, Brigades ou armées qui assortit du qualificatif islamique rendaient ces entités fermées aux non islamistes.
La création de l'Etat Islamique en Irak avait, parmi d'autres objectifs, de permettre aux anciens baathistes de trouver leur place dans la résistance sunnite. Plusieurs sources, notamment arabes, disent d'Abou Omar Al Baghdadi le nouvel émir de l'Etat islamique en Iraq en 2006, qu'il était un ancien officier de l'Armée irakienne³⁸, voire même un ancien général de la police de Saddam Hussein. Si ces informations étaient confirmées, elles conforteraient l'idée que l'Etat islamique en Iraq avait, en choisissant cette enseigne, cherché à rassembler sous la même bannière tous ceux qui voulaient combattre le régime chiïte et les Américains. La structure étatique convenait mieux à une doctrine qui agrège à la fois l'Islamisme et le nationalisme. Les groupes djihadistes pouvaient alors réaliser le plan de Saddam Hussein combiner l'Islam sunnite à l'idéologie baathiste pour donner naissance à une force qui combattrait à la fois l'occupant américain et ses alliés kurdes et chiïtes.
- Abou Mosaab Al Zarqawi avait, par son charisme d'une part et par la propagande médiatique faite autour de sa personne par les USA d'autre part, dominé les structures de la résistance sunnite en Iraq. Sa personne posait cependant un problème. Qu'il soit commandant de la branche d'Al Qaeda c'est-à-dire le leader des combattants étrangers, le fait était acceptable ; mais qu'il commande des irakiens, semble toucher la plupart des autochtones qui ne pouvaient admettre être commandés chez eux par un étranger. Conscient de cette donne, Al Zarqawi ne contestera pas la nomination d'Abdallah Rashid al-Baghdadi, un Iraquien inconnu, à la tête du Conseil Consultatif des Moudjahidines en Iraq.
Du vivant d'Al Zarqawi, il était donc malaisé de proclamer un Etat dirigé par un Jordanien d'une part, et il aurait été également malaisé de ne pas avoir de place privilégiée pour un homme qui constituait pour les combattants, le symbole de la résistance sunnite contre les Américains et les chiïtes. Sa mort en 2006 ouvre la voie à la proclamation de l'Etat islamique. Son successeur à la tête d'al-Qaïda en Irak, Abu Hamza al-Mouhajir a axé ses efforts sur « l'unité ». Il voulait une structure plus forte que le « Conseil consultatif des Moudjahidines en Irak », il a appelé les autres groupes à une union à la fois plus large et plus resserrée autour d'un noyau dur à caractère politique et religieux. Le 15 octobre 2006, à l'approche du Ramadan, a été annoncée la création de l'État islamique d'Irak avec à sa tête, Abu Omar al-Baghdadi ou Abou Abdallah al-Rashid al-Baghdadi. A ce moment, la structure terroriste nationaliste contrôlait ce qu'il était convenu d'appeler le triangle de la mort, allant Tikrīt à Falloujah aux portes de Bagdad en passant par Ramadi capitale de la province d'Al Anbar.

B. Déclin de l'Etat islamique en Iraq.

L'Etat islamique proclamé en Iraq, ne faisait que gérer la stratégie élaborée par Al Zarqawi :

- En matière de doctrine, conserver vis-à-vis d'Al-Qaeda une certaine distance qui permettrait la territorialisation de l'activisme des groupes nationalistes/djihadistes irakiens sans verser dans l'internationalisation que prônaient Ben Laden et Ayman Al Zawahiri.
- Il en découlait que le spectre de l'ennemi s'élargissait au-delà de la coalition qui occupait l'Iraq pour atteindre les chiïtes, les Kurdes et même les sunnites alliés au gouvernement iraquien de Nourri Al Maliki.

³⁵ Voir « Les États faillis et le terrorisme transnational »; Kamal Bayram Zadeh. On line sur : http://editionslarcier.larciergroup.com/resource/extra/9782804480042/Doctrine_RFDL_N15_1_WEB-2.pdf

³⁶ Samuel Laurent, « l'Etat islamique, organigrammes, financements, filières... ». seuil novembre 2014. Page 125.

³⁷ Philippe Migaux; Al Qaeda : sommes-nous menacés ? André Versailles éditeur, Avril 2012.

³⁸ <http://www.aawsat.net/2010/04/article55251030/who-was-the-real-abu-omar-al-baghdadi>

Ce même spectre se rétrécissait pour ne contenir que la cause des sunnites et nationalistes iraqiens. Il n'épousait ni l'idée d'épargner les chiïtes ni celle d'étendre le djihad à tout le globe terrestre, prôné par Al Qaeda.

➤ Militairement, l'Idée de proclamation de l'Etat islamique en Iraq imposait la conquête de Bagdad. « La ceinture de Bagdad », nom de code donné par Al Zarqawi au plan de conquête de la capitale Iraquienne³⁹. C'est ce plan que l'Etat islamique en Iraq était en voie de réaliser depuis sa création. Il sera contré par deux faits majeurs :

- L'opération Renfort (Surge) qui vit les Américains envoyer 130 000 soldats en Iraq en leur assignant comme mission de reconquérir les localités du « triangle de la mort » au sud de Bagdad.
- Les sahwat ou « Awakening Councils » comme les appelaient les Américains et qui ont rassemblé quelque 100 000 hommes des tribus sunnites, qui ont accepté de se retourner contre les djihadistes en contrepartie d'une promesse d'être par la suite réintégrés dans les structures de sécurité de l'Etat Iraquien mené par Nourri Al Maliki.

Néanmoins le retrait américain des villes à partir de 2009 permettra une reprise des attentats anti chiïtes. Deux opportunités majeures pour l'EII se profileront par la suite :

- Le retrait définitif des troupes américaines et la guerre civile syrienne.
- Quant aux Sahawat qui en référaient directement au commandement américain en Irak, ce qui leur garantissait une certaine autonomie vis-à-vis d'un État central, ils vont se trouver dans un tête-à-tête inconfortable avec le premier ministre chiïte Nourri Al-Maliki, qui prend le contrôle de l'ensemble des appareils de sécurité officiels et poursuit sa politique de marginalisation des sunnites.

2. Déstabilisation de la Syrie. Naissance de l'Etat islamique en Iraq et au Levant.

Deux facteurs vont concorder, comme mentionné au paragraphe précédent pour rompre le semblant de succès que le gouvernement iraquien et l'armée américaine avaient remporté sur les djihadistes.

- Nourri Al Maliki ne se suffit pas de ne pas tenir les promesses faites aux combattants des « Awakening Councils », il en avait poursuivi et emprisonné un grand nombre parmi eux, principalement pour un chef d'accusation vague et général : « collaboration avec le régime de Saddam Hussein »; et avait tout fait pour marginaliser les zones des tribus sunnites d'Al Anbar, celles-là mêmes qui l'avaient aidé à venir à bout des djihadistes de l'Etat islamique en Iraq. La logique confessionnelle peut à nouveau jouer à plein à la faveur de l'EII dont l'émir est depuis 2010 Abou Bakr Al-Baghdadi.
- L'Armée américaine avait entamé de manière précipitée son départ d'Iraq en prétendant avoir formé et équipé des forces iraqiennes capables de maintenir l'ordre et la sécurité dans un pays, que les Américains prétendent avoir débarrassé des djihadistes.

Les deux facteurs qui avaient rendu possible la victoire sur l'Etat islamique en Iraq : l'armée américaine renforcée et les « Awakening Councils », se dissipent. Les premiers quittent l'Iraq et les seconds avaient perdu toute confiance en le gouvernement iraquien tel qu'il fonctionnait sous Nourri Al Maliki. Déjà lors de la reconquête du triangle de la mort, les soldats iraqiens chiïtes censés chasser les djihadistes, poussaient, par des actes d'humiliation et de violence, des centaines voire des milliers de civils sunnites sur les routes de l'exode. Quand les Américains entament leur départ ; l'Iraq, où l'on croyait avoir vaincu l'extrémisme djihadiste, était resté entre les mains d'un gouvernement mené par des chiïtes qui exaspèrent les populations sunnites et favorisent parmi eux l'extrémisme religieux. (Olivier Hanne et thomas Flichy de Neuville, 2014)⁴⁰.

La situation de l'Iraq en 2010 peut se résumer comme suit :

³⁹ Selon Loretta Napoleoni, dans son livre « l'Etat islamique : multinationale de la violence » la ceinture de Bagdad était elle-même : « divisée en cinq régions : Une au sud comprenant les provinces de Babil au nord et, de Dyala au sud; une à l'ouest avec la province d'Al Anbar; une au nord avec la province de Salheddine; une à l'est formée des zones rurales à l'est de Bagdad et en fin la ceinture de Dyala avec les villes de Baakouba et Khalis ».

⁴⁰ Olivier Hanne et Thomas Flichy De la Neuville. l'Etat islamique : anatomie du nouveau califat; Bernard Giovanangeli éditeur, Octobre 2014. Page 21.

- L'Etat islamique en Iraq était à la fois vaincu et décapité. Sur les quarante-deux cadres recensés de cette organisation il n'en restait plus que huit.
- Les chiïtes ont mis la main sur le gouvernement de l'Iraq. Ils disposent du pouvoir exécutif qui centralise tout le pouvoir de l'Etat, et de la majorité au parlement qui est, de manière symbolique, présidé par les sunnites.
- Les troupes américaines se préparent au départ, et crient victoire en avançant avoir décapité l'Etat islamique en Iraq et formé l'armée iraquienne. Au fait, elles ne déclaraient cette armée capable de maintenir l'ordre et assurer la sécurité que pour couvrir leur départ qu'elles avaient précipité.
- La population sunnite qui avait participé à l'affaiblissement de l'Etat islamique en Iraq s'est vue confrontée au gouvernement Al Maliki qui non seulement n'avait pas récompensé leur sacrifice, mais avait poussé l'ingratitude jusqu'à les marginaliser, les pourchasser et les humilier.

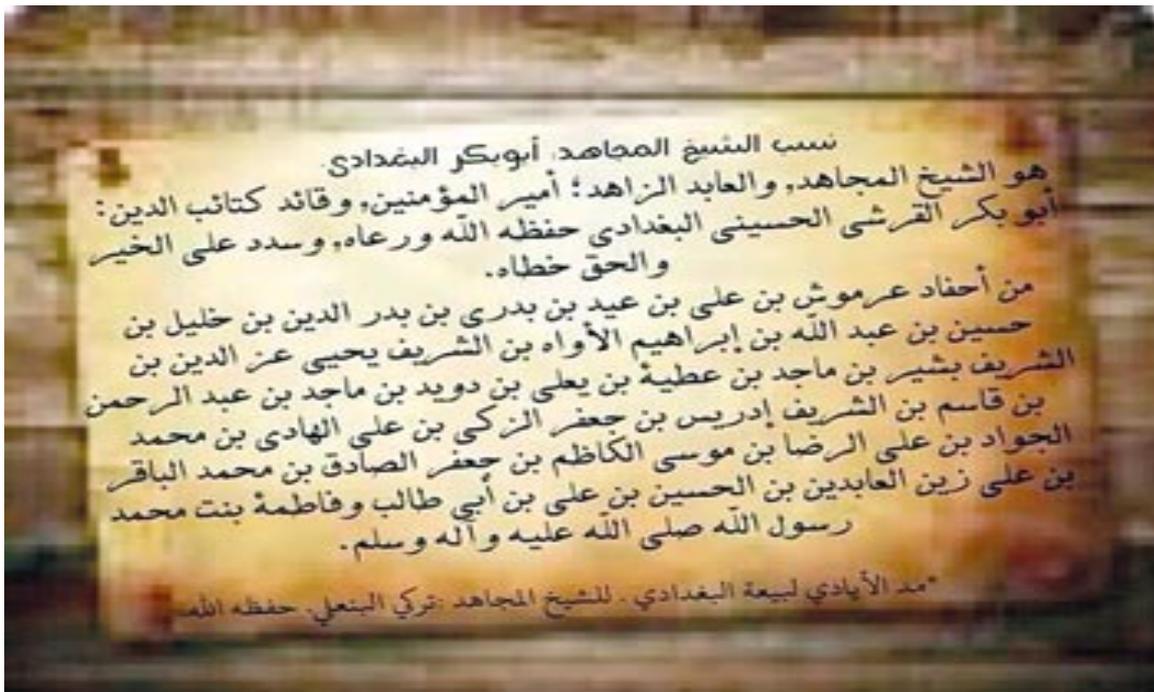
- L'Etat islamique en Irak et au Levant

A. 2010 : L'arrivée à la tête de l'Etat islamique en Iraq, d'Abou Bakr Al Baghdadi

C'est dans ce climat de controverse, d'un Iraq enfin libre pour les uns, libre mais fragile pour les autres, et pas encore libre parce que conduit par des pro-américains pour une troisième opinion ; que décédera Abou Omar Al Baghdadi qui se trouvait à la tête de l'Etat islamique en Iraq, et que lui succède Abou Bakr Al Baghdadi. Qui est-il ?

Les éléments de biographie, qui semblent ne pas être démentis par les uns ou par les autres, font qu'Abou Bakr el-Baghdadi s'appelle en fait Ibrahim Ben Awwad Ben Ibrahim el-Badri el-Samarraï. Il serait né à Samarra, au nord de Bagdad en 1971, et appartiendrait au clan des Badrites, qui vivent entre Diyala, à l'est de la capitale irakienne, et Samarra. L'arbre généalogique, diffusé par ses partisans, (*voir photo capture d'écran ci-après*), le fait remonter à l'imam Ali Ben Abi Taleb, cousin et gendre du Prophète. Cette lignée prestigieuse lui attribue des origines nobles remontant à Quraïche, la tribu du prophète Mohammad. Une lignée qui lui facilite la prétention au califat⁴¹.

Photographie de la page d'un ouvrage de partisans d'Al Baghdadi



⁴¹ Toutefois, «l'Organisation pour la validation de l'héritage alaouite», chargée d'authentifier l'héritage hachémite dans le monde, a publié, en 2009, un communiqué affirmant que les Badrites ne descendent ni de Mohammad el-Jawad ni de Ben Idriss, et, par conséquent, ne peuvent pas faire partie de la descendance de l'imam Ali par son fils Hassan, comme le prétend le clan.

Si la ville de Samarra revient souvent dans la biographie d'Al Baghdadi. C'est, semble-t-il, du fait qu'il eut une longue présence dans cette localité où il prêchait à la mosquée Imam Ahmed Ibn Hanbal, avant l'invasion américaine.

En matière de formation religieuse et activisme djihadistes, Al Baghdadi avait beaucoup de penchants pour les écrits de Mohammed Al Maqdisi, un Jordanien ami d'Al Zarqawi et qui compte parmi les plus grands théoriciens du salafisme djihadiste.

Contrairement à ses prédécesseurs, à la tête du Djihadisme Irakien, Al Baghdadi est un théologien confirmé. Il vient d'une famille religieuse⁴² qui compte des Imams et des professeurs d'arabe et il avait obtenu un diplôme d'études islamiques de l'université de Bagdad selon les uns ou de Falloujah selon les autres. « Depuis le cheikh Abdallah Azzam, fondateur du Maktab Al Khadamat, le bureau arabo-afghan en Afghanistan, jamais un djihadiste moderne n'avait suivi une semblable formation théologique... »⁴³. En 2003, après l'invasion américaine, il crée Jaïch Al Sunna Wa Al djamaa, un groupe djihadiste salafiste qui s'est activé dans les régions de Bagdad et de Dyala. Cette organisation restera peu connue. Il rejoindra en 2004, avec son « Jaïch Al Sunna Wa Al djamaa »⁴⁴, l'Organisation Al Qaeda en Mésopotamie, sous la coupe d'Al Zarqawi. Durant cette période qu'il passa au sein de « Jaïch Al Sunna Wa Al djamaa », et au sein de l'Organisation d'Al Zarqawi et, où il se faisait appeler Abou Douaâ, deux traits vont le caractériser par rapport à ses pairs :

- Il ne se donne aucun titre militaire ou de commandement au sein de son organisation ; il est simplement le chef du « Comité de la charia » dans « Jaïch Al Sunna Wa Al djamaa » au sein d'Al-Qaeda, il est nommé Emir de Rawa chargé du tribunal de la charia. Il veut surtout asseoir son leadership juridique et théologique, plus proche du statut de Calife dont il se fera doter plus tard.
- Ces actes, c'est-à-dire ses jugements et verdicts, sont d'une grande brutalité envers les civils irakiens soupçonnés de collaboration avec les Américains. Lorsqu'il fut en Charge du Tribunal d'Al Qaïm, une ville à la frontière avec la Syrie ; ses méthodes feront parler de lui dans tout l'Ouest irakien. Il n'hésitait pas à enlever des familles « d'apostats » ou de « collaborateurs », à les juger selon la charia et à les exécuter en public.

Sa réputation d'homme violent se vérifiera à son arrivée à la tête de l'EII en 2010, après l'assassinat de son prédécesseur, Abou Omar Al Baghdadi. Conscient des avantages que lui procure la situation, il commencera son ère par une série d'attentats qui se succéderont. Même si d'autres cibles sont visées en 2010 et 2011, il était clair que le maximum des attentats visait d'une part Bagdad et la communauté chiite. L'action que menait Al Baghdadi visait en effet dans un premier temps de remettre l'Etat islamique en Irak dans la même situation envisagée par le plan « Ceinture de Bagdad » c'est pour cela qu'il fallait à tout prix reprendre Al Anbar et ensanglanter Bagdad⁴⁵.

Ce regain de violence qui marque la réanimation de l'Etat islamique en Irak n'est pas dû à la seule personnalité d'Al Baghdadi, mais aux conditions du moment qu'il a su exploiter avec opportunisme et intelligence :

- Al Baghdadi savait qu'en multipliant les attentats contre les chiites, il passerait, aux yeux des tribus sunnites désabusées par Al Maliki, pour un sauveur et qu'il serait rejoint au sein de l'Etat Islamique en Irak par les 85 000 combattants des « Awakening Councils », renvoyés par le premier ministre irakien.

⁴² La biographie, publiée par l'agence islamique Haq, vante les mérites d'Awad et d'Ibrahim, respectivement père et grand-père d'Abou Bakr el-Baghdadi. « Erudits », « Pieux », « dévots », « aimants », « charitables », ces « bons musulmans » n'auraient pu engendrer qu'un tel homme au destin exceptionnel... ». Voir : http://magazine.com.lb/index.php/fr/en-couverture/en-couverture-?issue_id=137

⁴³ Loretta Napoleoni; L'Etat islamique : Multinationale de la Violence; Calmann-Lévy, éditeur, Janvier 2015. Page 42.

⁴⁴ Samuel Laurent, « L'Etat islamique, Organnigrammes, Financements, Filieres... ». Seuil Novembre 2014. Page 125.

⁴⁵ Trois attentats sont à retenir de cette époque, Ils marquaient le retour à la grande violence, après une période où le Djihadisme semblait avoir été vaincu :

Le 10 Octobre 2010, l'attaque de l'église Notre Dame du Salut, fera 58 morts; cet assaut donné lors de la messe du soir constituait la signature dont Al Baghdadi marquait le style qu'il voulait imprimer à l'action de l'organisation.

Le 15 Aout 2011, plusieurs attentats suicides simultanés à Mossoul font 70 morts. Ces attentats constituent l'entame d'une série qui secouera Bagdad et la province d'Al Anbar le long de l'été/automne 2011.

Le 22 décembre, une série d'attentats dans presque tous les quartiers de Bagdad font plus de 60 morts et quelques 200 blessés.

- Les réseaux qu'il s'était tissés parmi les populations sunnites lorsqu'il prêchait dans la région de Diyala et de Samarra lui ont facilité le ralliement de plusieurs tribus. Financièrement, il a su retisser les liens avec Al Qaeda et sa branche en Irak conduite par Abou Soliman Nasser Eddine. Al Baghdadi avait en 2011 notifié son allégeance à Al Zawahiri en assistant Al Qaeda dans la série d'Attentats destinée à venger la mort de Ben Laden.
- Un autre événement va jouer en faveur d'Al Baghdadi, c'est l'avènement du « Printemps arabe » et la déstabilisation conséquente de la situation sociopolitique et économique en Syrie.

Les divergences entre Al Qaeda et les sunnites djihadistes d'Iraq étaient apparentes en dépit d'un effort de cohabitation qu'imposaient les intérêts mutuels des uns et des autres. La présence au sein de la résistance sunnite iraquienne d'Abou Mosaab Al Zarqawi constituait un lien qui se tendait sans jamais rompre entre la centrale terroriste et ce qui faisait office de sa branche iraquienne :

- Les groupes armés sunnites iraqiens avaient grandement besoin du financement, de l'expertise et de l'entraînement d'Al Qaeda et supportaient par conséquent une allégeance qu'ils n'exprimaient que du bout des lèvres.
- Al Qaeda avait par l'intermédiaire de ces groupes l'opportunité, d'une part, de combattre et de mener leur guerre d'usure contre l'occident, son ennemi déclaré ; et d'autre part, l'occasion de peser sur les régimes arabes de la région qui voyaient en la présence d'Al Qaeda dans la région une véritable menace.

Le printemps arabe dans sa version syrienne s'avérera une occasion pour chacune des deux parties d'asseoir leur présence, de s'émanciper l'un de l'autre ou mieux exploiter l'un l'autre.

Bechar Al Assad voulait discréditer la révolte de la rue syrienne en lui donnant des allures d'actions terroristes. Il entreprit de libérer des centaines de terroristes et d'extrémistes des prisons syriennes et poussait mêmes certains d'entre eux à s'organiser pour nourrir une sorte de guerre civile qui lui permettrait, à la fois, d'user de toutes les dimensions de violence, et d'être sûr qu'en cas de défaite de son régime, le pays mis à feu et à sang ne pourrait profiter à aucun autre régime.

La mutation des mouvements sociaux en guerre civile avait alors attiré sur la Syrie plusieurs parties étrangères aux intérêts multiples et divergents :

- Des pays sunnites de la région, hostile au régime Alaouite de Bechar encouragèrent l'arrivée en Syrie de combattants étrangers pour accélérer la chute du régime de Bechar.
- Les forces chiïtes régionales entrèrent en scène syrienne pour soutenir le régime Alaouite qui assurait la continuité du croissant chiïte entre l'Iraq et le Liban en passant par l'Iraq.
- Les Occidentaux encourageaient, entraînaient et équipaient ce qui s'appelait l'Armée syrienne libre, composé essentiellement de soldats et d'officiers qui ont fait défection de l'Armée de Bechar.
- Les Russes et les chinois qui ne voulaient pas figurer en restes, prétextent d'éviter un scénario à la libyenne pour s'opposer au clan des Occidentaux et soutenir le régime de Bechar. Les Russes détiennent en ce dernier leur seule possibilité d'accès en Méditerranée.
- Abou Bakr Al Baghdadi, qui avait servi aussi bien à Rawrwa qu'à Al Qaïm deux villes iraqiennes frontalières avec la Syrie, saisit rapidement l'importance stratégique pour ses djihadistes de pouvoir circuler entre les deux pays. L'occasion de s'incruster dans le conflit syrien était à saisir d'autant plus que, minoritaire en Iraq, les sunnites pouvaient profiter de l'assise démographique sunnite majoritaire en Syrie. S'ils arrivaient à détruire les frontières entre l'Iraq et la Syrie ils pourraient combler le déficit démographique qu'ils enregistrent face aux chiïtes en Iraq.
- Al Qaeda ne pouvait, sous peine de perdre son aura, rester indifférente aux révoltes générées par le printemps arabe. La situation en Syrie lui présentait l'occasion de contrôler une partie de ces révoltes et d'éviter de tomber dans la désuétude. De plus si Al Qaeda arrivait à s'implanter en Syrie, elle pourrait alors définitivement couper avec ce qui lui servait de branche en Iraq, et qui ne s'est jamais montré ni obéissant ni facile à manœuvrer.

Ainsi, le conflit syrien s'internationalise, mais pas seulement entre les acteurs institutionnels que sont les Etats de la région et les grandes puissances ; mais aussi avec les acteurs informels que sont Al Qaeda et l'Etat islamique en Iraq.

B. Proclamation de l'Etat islamique en Iraq et au Levant.

L'EII, tout en continuant à mener la guerre contre les forces irakiennes, s'engage en Syrie dès la mi-2011. Le Syrien Abou Muhammad Al-Joulani, ancien djihadiste ayant combattu aux côtés d'Al Zarqawi, avait grimpé les échelons de la hiérarchie jusqu'à devenir Un des lieutenants les plus remarquables d'Al Baghdadi. Sa renommée de combattant courageux et discipliné assortie de ses origines syriennes, en faisait la personne la plus apte à mener le djihad en Syrie.

D'un commun accord, Al Zawahiri et Al Baghdadi, nommèrent Al Joulani à la tête d'Al Qaeda en Syrie et lui donnèrent pour mission, la création d'un groupe « Jabhat Annousra » (front de la victoire). Il crée effectivement la structure en 2012, bien qu'elle ne soit connue officiellement qu'en début 2013.

Sur le terrain Jabhat Annousra débute en Syrie avec les moyens de l'Etat islamique en Iraq. La nouvelle organisation devait tout à l'EII. Les premiers combattants, les premières armes et les premiers réseaux qui permirent l'ancrage de Jabhat Annousra appartiennent à l'EII. Cet état de fait dicta à Abou Bakr Al Baghdadi une autre manière de voir la situation. Pourquoi rester sous l'enseigne d'Al Qaeda si celle-ci ne fournit aucune logistique ? Quelle valeur ajoutée procure Al Qaeda au djihad en Iraq et en Syrie ? Et à défaut de cette valeur ajoutée pourquoi lui obéir ?

De plus le djihad en Syrie comme en Iraq se dirige avant tout contre les chiites, qui détiennent les pouvoirs et marginalisent et maltraitent les populations sunnites. Cette lutte n'est pas le premier souci d'Al Qaeda qui a toujours cherché à ménager le pouvoir des ayatollahs en Iran.

S'appuyant sur ces données, Al Baghdadi renomme « l'Etat islamique en Iraq ». Il s'appellera, dès 2013, « **l'Etat islamique en Iraq et au Levant** » (EIIIL). Pour Al Baghdadi Jabhat Annousra fait désormais partie intégrante du nouvel Etat. La décision est diffusée le 8 avril 2013.

Rupture consommée entre Al Qaeda et l'EIIIL, l'auto proclamation de l'Etat islamique

A. Rupture consommée entre Al Qaeda et l'EIIIL

Al Joulani refuse sa subordination à Al Baghdadi et en fait part à Al Zawahiri auquel il prête publiquement allégeance. Al Zawahiri répond dans une lettre adressée, en avril 2013, aux deux protagonistes leur enjoignant de s'en reporter à lui pour régler le litige. Devant l'indifférence d'Al Baghdadi, il adresse, Le 23 mai, un nouveau courrier dans lequel il déclare qu'après avoir consulté la choura du mouvement, il a été décidé de dissoudre l'EIIIL qui doit désormais limiter ses opérations à l'Irak (et donc redevenir l'EII).

Al Baghdadi répond en attaquant des positions tenues par Annousra, faisant fi des instructions et décisions d'Al Qaeda.

Conscient de la force de son antagoniste ; Ayman Al Zawahiri essaye alors de régler la question de manière amicale. Il dépêche auprès d'Al Baghdadi un émissaire, Abou Khalid Al Souri, l'un des membres fondateurs du groupe Ahrar Al-Sham, pour tenter de convaincre Al Baghdadi de dissoudre la structure indépendante qu'était l'EIIIL. Non seulement l'émissaire échoue⁴⁶ dans sa mission, mais il est tué par les combattants d'Al Baghdadi.

Devant l'intransigeance d'Al Baghdadi, Al Zawahiri se tourne du côté de personnalités saoudiennes qui ont toujours gardé un lien quoiqu'en pointillé avec Al Qaeda. C'est ainsi qu'une nouvelle tentative de solution, initiée par Abdallah Muhammad Al-Mouhaysini, un célèbre prédicateur saoudien qui s'est installé en Syrie, connut le même échec que les précédentes. L'EIIIL d'Al Baghdadi qui s'est taillé une part du territoire syrien principalement au nord-est, et qui très présente dans l'Est iraquien se sent assez fort pour n'obéir à personne.

⁴⁶ « Je dois choisir entre la loi de Dieu et la loi d'Al Zawahiri, et je choisis la loi de Dieu » avait dit Al Baghdadi lorsqu'il avait reçu l'émissaire d'Al Qaeda. Ibid. note n° 36; page 45.

Cette fois la rupture est consommée entre Al Qaeda et le courant djihadiste iraquien. Un communiqué d'Al-Qaida affirme que l'EIL n'a aucun lien organisationnel avec Al Qaeda.

B. Proclamation de l'Etat islamique.

Comment appréhender la proclamation de l'Etat islamique et du Califat en ce 29 juin 2014 ? Un simple changement de nomination ; auquel cas cet Etat est l'EIL qui ne fait que prendre un autre nom et donc pourquoi ? Où s'agit-il d'une nouvelle structure et dans ce cas en quoi diffère-t-elle de l'EIL ?

➤ L'EIL ne cadrerait pas avec l'annonce du Califat.

Le califat est une notion qui vaut pour toute la communauté musulmane ; jamais elle ne s'est limitée à un espace musulman réduit. Ce sont plutôt les espaces musulmans hors du pouvoir du Califat qui sont restreints et réduits. Etre un Etat qui veut correspondre au Califat et se limiter à l'Iraq et au levant relevait de la contradiction. Par contre la proclamation en tant qu'Etat islamique appartenant à tous les musulmans et prétendant avoir comme objectif la libération de tous les territoires musulmans, cadre mieux avec la notion de califat.

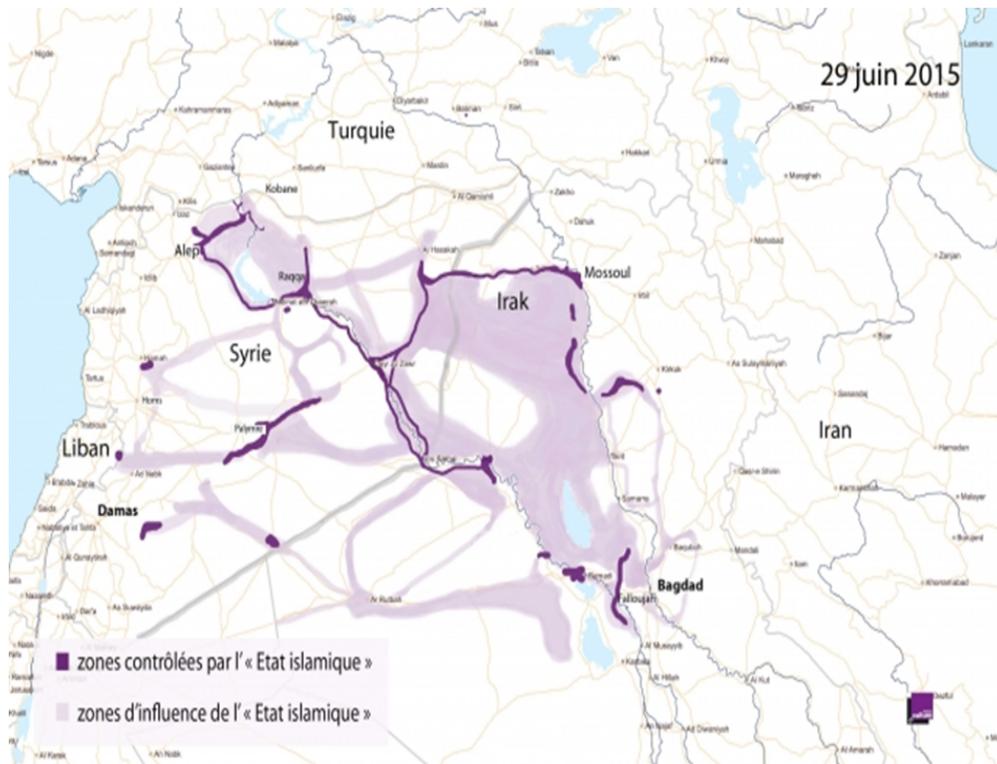
➤ Ravir le leadership du Djihad mondial à Al Qaeda.

En se proclamant Etat islamique du Califat, L'EIL s'affirme comme l'avant-garde de l'Islam. La seule entité constituée à laquelle tous les autres émirats, groupes, Etats et organisations doivent être subordonnés. C'est ainsi que l'organisation d'Al Baghdadi tente de détrôner Al-Qaïda, qui elle aussi tient l'établissement d'un " califat " comme un objectif ultime. En effet, Al-Baghdadi a pris l'initiative et a tiré le tapis sous les pieds d'Al-Zawahiri. Au moment du différend entre Al Baghdadi et Al Joulani et la guerre fratricide qui en a découlé, Al Zawahiri avait intimé à Al Baghdadi l'ordre de se replier en Iraq. Le chef d'Al Qaeda avait agi en « patron ». La seule manière de ne pas lui reconnaître cette légitimité d'ordonner, était de se proclamer son égal, voire même, en tant que Calife, son supérieur. Les dissensions entre Al Qaeda et le courant djihadiste s'étaient ancrés dans les relations des deux organisations depuis qu'elles se sont rencontrées en 2003 après la chute du régime de Saddam. Pour Al Zarqawi qui a incarné le courant iraquien à ses débuts, les divergences avec Al Qaeda remontent à sa première rencontre avec Ben Laden, auquel il n'a jamais prêté allégeance. En dépit de l'aide que le leader terroriste avait toujours accordé au Jordanien dans ses actions en Iraq, jamais les deux hommes et avec eux les deux courants n'ont entretenu de relations exemptes de tensions.

➤ L'appel direct aux étrangers sans passer par Al Qaeda.

L'orgueil d'Al Baghdadi n'a pas été sans payer. Il n'y a, certes pas eu beaucoup d'organisations ayant prêté allégeance à Al-Baghdadi au début. Même une année après la proclamation de l'Etat islamique, Al Qaeda garde encore ses affidés. Cependant son titre de calife n'a pas été massivement contesté. Ce brin de légitimité dû à la nature de Califat dont se targue l'Etat islamique lui a permis d'attirer ses propres combattants étrangers et de ne plus avoir besoin qu'Al Qaeda lui en affecte. Fort des contingents qu'il a séduits, l'EI a continué à s'étendre, et à élargir son spectre de recrutement. (*Voir ci-après carte N° 2 de l'EI en juin 2015*).

Carte n° 2 Etat islamique en 2015.



L'expansion territoriale de l'Etat islamique" au 29 juin 2015 CAMILLE RENARD © RADIO FRANCE

Conclusion et leçons apprises

Daech comme on se plaît à l'appeler, pour la dénuder de toute légitimité que peut lui procurer l'appellation « Etat islamique », semble aujourd'hui perdre du terrain aussi bien en Syrie qu'en Irak. Régime syrien appuyé par les Russes, les Iraniens et le Hizbollah d'une part, forces aériennes américaines relayées au sol par les Kurdes et quelques mouvements de l'opposition de l'autre ; mettent à mal les dispositifs de l'organisation terroriste en Syrie. En Irak, l'appui aérien, logistique et de renseignement américain, fournit à troupes irakiennes renforcées par les milices chiïtes, le soutien nécessaire pour faire libérer les portions du territoire irakien occupées par Daech.

Au rythme où vont les défaites subies par le soi-disant « Etat islamique », l'année 2017 pourrait être celle où américains et russes peuvent annoncer au monde que Daech n'est plus. Que l'organisation a été défaite, vaincue.

Une question ne peut alors être évitée : le Général Ray Odierno, commandant des forces américaines en Irak avait en 2010, n'avait-il pas annoncé la fin de l'Etat islamique en Irak en 2010 ? Il n'a fallu pourtant que quatre ans pour que les mêmes forces déclarées vaincues reviennent sur la scène, dans des formes plus dangereuses.

Si on croit que Daech ne peut résister aux attaques actuelles des coalitions conduites par la Russie d'une part et les USA de l'autre, comment croire en même temps que Daech ne reviendra pas sous d'autres formes, et/ou sous d'autres cieux.

Plusieurs leçons que nous apprend l'histoire, et la géopolitique du terrorisme laissent craindre que le traitement de Daech aujourd'hui par la communauté internationale ne diffère pas des traitements qui ont permis sa résurgence après chaque éclipse. Seuls les symptômes sont traités, mais pas les racines du mal.

➤ **La notion d'Etat en occident et dans le monde arabo musulman.**

L'Etat dans sa compréhension westphalienne d'Etat-nation est un concept européen qui a été appliqué aux pays arabes et musulmans au lendemain des indépendances. Plusieurs populations rassemblées au sein de ces unités créées par les Occidentaux ne pouvaient s'accommoder à vivre sous l'autorité d'une tribu/ethnie ou d'une secte/confession auxquelles non seulement elles n'appartenaient pas ; mais avec lesquelles ils développaient souvent une haine viscérale. Les cas de la Syrie et de l'Irak sont édifiants à cet égard. Les Occidentaux ont non seulement forcé à vivre, sous le même toit, des populations sans affinités, mais pire, ils ont pris soin de confier le pouvoir aux minorités. L'Irak dont la population est majoritairement chiite s'est trouvé sous un pouvoir Sunnite/Laïc, et la Syrie dont la majorité est sunnite s'est trouvée sous la coupe d'un pouvoir minoritaire Alaouite. Une nation kurde ayant ses propres spécificités et les ingrédients nécessaires pour être érigée en Etat, avait été partitionnée entre quatre pays pour en faire une minorité en Iran, en Irak, en Syrie et en Turquie. Cette formule conçue en simple cocktail, deviendra « cocktail Molotov » par la suite.

La conscience du changement possible, éveillée en Irak par l'invasion américaine et dans les autres pays de la région par le printemps arabe ne peut aboutir qu'à deux solutions :

- L'instauration authentique de régimes démocratiques où peuvent cohabiter plusieurs ethnies et confession en ayant des chances égales d'accès au pouvoir.
- L'éclatement en mini-Etats/tribus ou Etats/confession qui donnerait à chaque fraction ethnique ou culturelle un espace de vie propre où elle ne subirait pas des jougs qu'elle ressent comme étrangers.

➤ **La formation de coalitions internationales ponctuelles ne semble pas être la solution idoine.**

A présent que le terrorisme a intégré la territorialisation dans sa doctrine, les zones grises deviennent son terrain de prédilection. Or ces zones correspondent à travers le monde à des régions où les Etats sont plus au moins faillis. La multiplication de ces Etats faillis et zones grises ne fait que multiplier les chances du terrorisme territorialiste de trouver les espaces à squatter pour annoncer continuellement le Califat, l'Etat islamique, les provinces islamiques, les émirats etc. La Libye où Daech se prépare à installer son Califat lorsqu'il sera bouté hors Moyen-Orient, s'ouvre sur une zone grise allant jusqu'au Nigéria⁴⁷. Cette zone croise elle-même une autre allant du Mali jusqu'en Somalie. Ces espaces constituent en l'absence de programmes de renforcement des potentialités locales pour assurer la résilience des populations et des gouvernements face au terrorisme, des champs d'action propices aussi bien à Daech, Al Qaeda ou autres Al Mourabitoun Boko-Haram et MUJAO. Le Yémen, et le Sinai constituent en dépit des actions respectives de la coalition saoudienne et de l'Egypte des terrains susceptibles de se transformer en zone grise. L'Afghanistan adossé au Waziristân pakistanais n'est pas en dehors de toute menace d'installation d'entités terroristes se proclamant de l'Etat islamique.

L'espace étendu où le danger terroriste peut se répandre, rend impossible des interventions tous azimuts des coalitions internationales. Seul un renforcement à moyen et long terme des capacités des Etats de ces régions peut faire face au terrorisme.

Certains conflits historiques et latents pourraient s'ils viennent à être résolus, diminuer les tensions qui nourrissent le terrorisme. A ce niveau les conflits sunnites/chiites et israélo/palestiniens méritent des efforts sincères et soutenus.

➤ **L'Idéologie ne peut être vaincue par les missiles.**

Dans une interview donnée au quotidien « Les Echos » la veille du 14 juillet, le général Didier Castres, sous-chef d'état-major en France avait déclaré ce qui suit au sujet de la lutte contre Daech :

« Militairement, le pseudo Etat de Daech sera défait lorsque nous aurons rompu la cohérence et l'unité de ses forces militaires. Je ne dis pas que cela va arriver dans quinze jours ou d'ici la fin de l'année, mais militairement Daech ne pourra pas résister à la puissance militaire de la coalition. C'est une question de patience et de persévérance. Mais battre militairement Daech ne résoudra pas définitivement le problème. Les bombes

⁴⁷ Policy Brief « De la Méditerranée à l'Atlantique : le couloir de vulnérabilité face au terrorisme » Abdelhak Bassou; <http://www.ocppc.ma/sites/default/files/OCPPC-PB1608vFr.pdf>

trionphent rarement des idées... » La puissance militaire russe et de la coalition peut laisser espérer une victoire militaire contre Daech, mais ce n'est pas pour autant que la question sera réglée.

Quel sens faut-il donner au concept de victoire sur Daech ? La déclaration du général Didier Castres, relativise les effets d'une victoire militaire afin de ne pas l'amalgamer avec une neutralisation provisoire.

La victoire sur Daech, passe par un contre discours qui déconstruit l'idéologie Daechienne. Ce discours devra être soutenu au niveau du droit international du développement pour s'assurer les normes susceptibles d'aider les pays touchés à assurer eux-mêmes leur propre prospérité et par conséquent fermer les fenêtres de précarité ouvertes sur l'extrémisme.

Les organismes économiques et financiers internationaux et les bailleurs de fonds ont à jouer un rôle aussi important, sinon plus importants que celui des militaires et des organismes de sécurité.

Bibliographie.

- Alexandre ADLER, LE CALIFAT DU SANG ; Grasset éditeur, novembre 2014.
- Bertrand BADIE ; NOUVEAUX MONDES, CARNETS D'APRES-GUERRE FROIDE, CNRS EDITIONS.
- Zbigniew BREZYZINSKI & Brent Scowcroft; L'AMERIQUE ET LE MONDE, QUELLE POLITIQUE ETRANGERE POUR LES ETATS-UNIS. Entretiens dirigés par David Ignatius ; Nouveaux horizons éditeur.
- Bruno DELAMOTTE; QUESTION(S) D'INTELLIGENCE, LE RENSEIGNEMENT FACE AU TERRORISME ; Editions Michalon.

- « The formation of the islamic state », FRED M. DONNER, in JOURNAL OF THE AMERICAN ORIENTAL SOCIETY, VOL.106, N° 2(APR.-JUN.1986) PP : 283-296.

- Anna ERELLE; DANS LA PEAU D'UNE DJIHADISTE ; Robert Laffont éditeur, Janvier 2015.
- « L'Irak ou la terre promise des djihadistes » par Mathieu GUIDERE In, Critique INTERNATIONALE 2007/1 (NO 34) ; ÉDITEUR PRESSES DE SCIENCES PO (P.F.N.S.P.).

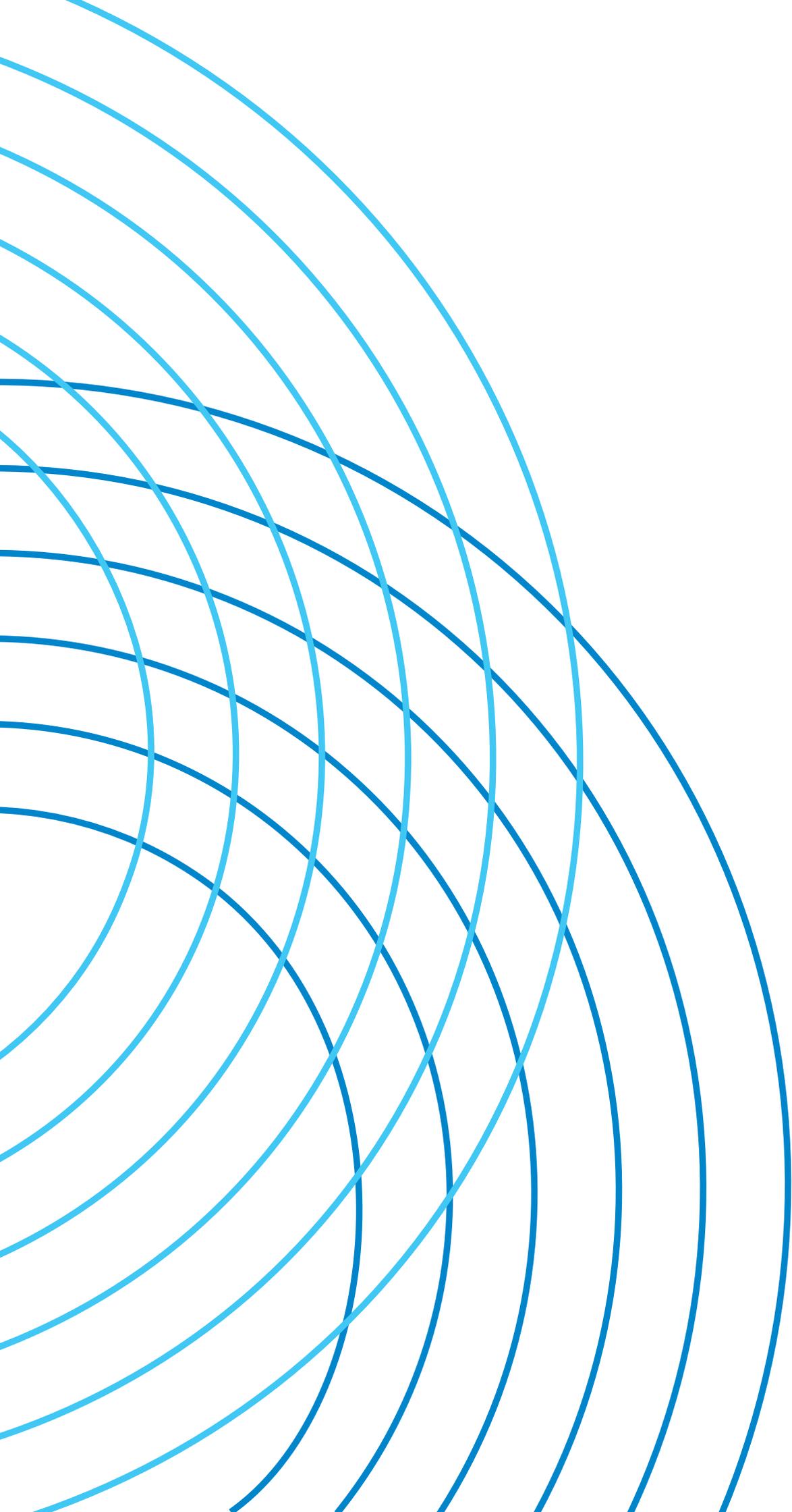
- Olivier HANNE et Thomas Flichy De la Neuville. L'ETAT ISLAMIQUE : ANATOMIE DU NOUVEAU CALIFAT ; Bernard Giovanangeli éditeur, Octobre 2014.

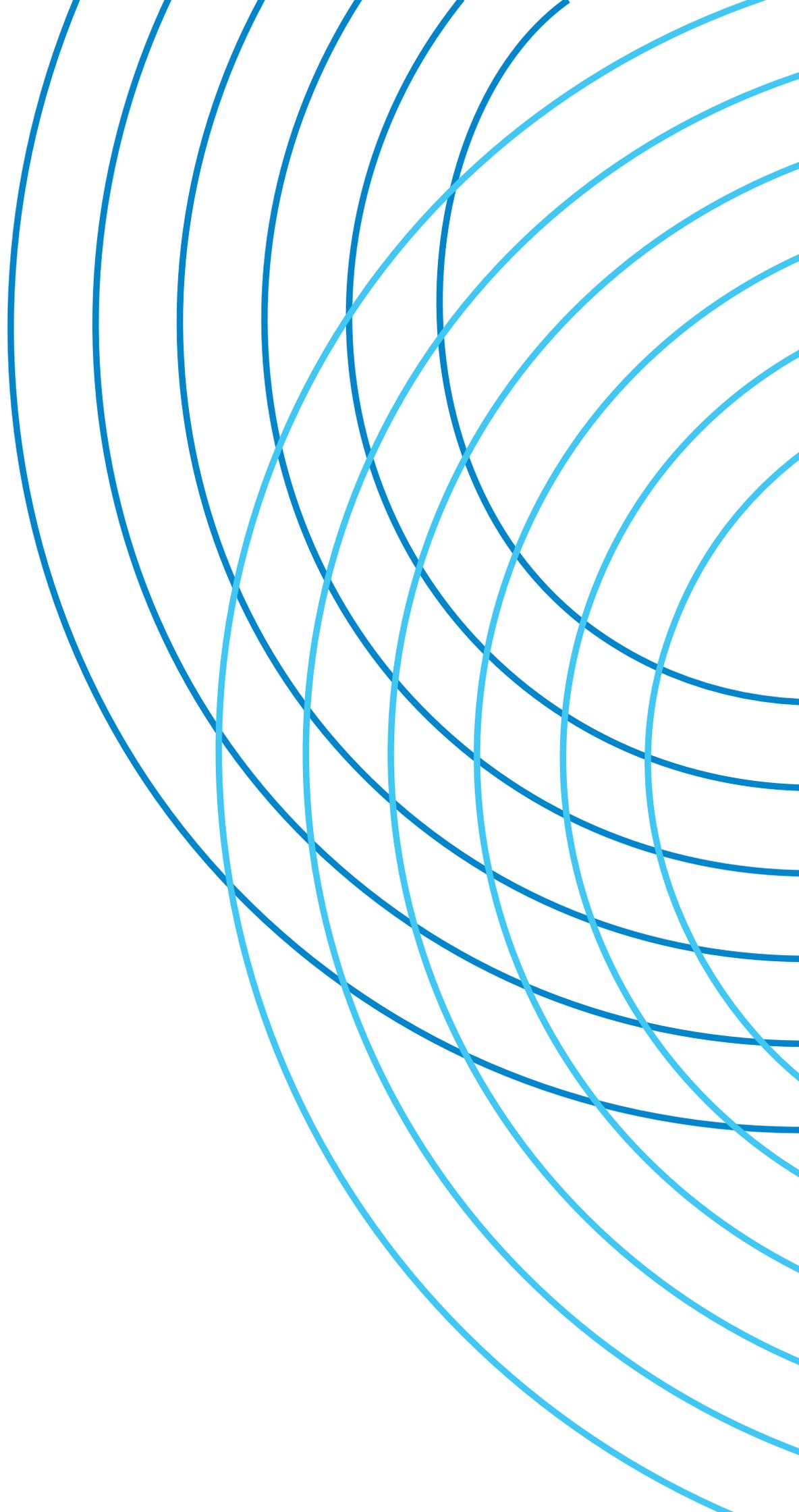
- « LA REVUE, POUR L'INTELLIGENCE DU MONDE ; N° EXCLUSIF « TOUT SUR L'ETAT ISLAMIQUE », N° 55-56/ SEPTEMBRE OCTOBRE 2015.

- Samuel LAURENT ; L'ETAT ISLAMIQUE : ORGANIGRAMME, FINANCEMENTS, FILIERES... ; Edition du Seuil Novembre 2014.
 - PIERRE-JEAN LUIZARD ; LE PIEGE DAECH, L'ETAT ISLAMIQUE OU LE RETOUR DE L'HISTOIRE ; éditions La Découverte, Janvier 2015.

- Phillipe MIGAUX ; AL QAEDA : SOMMES-NOUS MENACES ? André Versaille éditeur, Avril 2012.
- Loretta NAPOLEONI; INSURGENT IRAQ : AL ZARQAWI AND THE NEW GENERATION; Constable & Robinson, London éditeur, 2005.
- Loretta NAPOLEONI; L'ETAT ISLAMIQUE : MULTINATIONALE DE LA VIOLENCE ; Calmann-Levy, éditeur, Janvier 2015.

- Erin Marie Saltman & CharieWinter; ISLAMIC STAT : THE CHANGING FACE OF MODERN JIHADISM; éditeur QUILLIAM.
- « QUESTIONS INTERNATIONALES » : N° 73-74 Mai-Aout 2015, Numéro dédié à la puissance militaire.
- « The war between ISIS and Al-Qaeda for supremacy on the global djihadist Movement, BY AARON Y.ZELIN, in RESEARCH NOTES, NUMBER 20 JUNE 2014.







OCP Policy Center

Ryad Business Center – South 4th
Floor – Mahaj Erryad - Rabat Morocco

Website: www.ocppc.ma

Email: contact@ocppc.ma

Phone: +212 5 37 27 08 08

Fax: +212 5 37 71 31 54

ISSN N° 2421-9479

Dépôt légal N° 2015PE0055